

Février 2012



منظمة الأغذية
والزراعة للأمم
المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food and
Agriculture
Organization
of the
United Nations

Organisation des
Nations Unies
pour
l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones Unidas
para la
Alimentación y la
Agricultura

CONFERENCE

Trente-huitième session

Rome, juin 2013

**Rapport soumis par le Conseil d'administration du PAM au Conseil
économique et social et au Conseil de la FAO sur ses activités en 2011**

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org



md198f

Table des matières	Page
Décision adoptée par le Conseil d'administration du PAM concernant le Rapport annuel du PAM au Conseil économique et social et au Conseil de la FAO sur ses activités en 2011 (décision 2012/EB.1/2)	1
Rapport annuel du PAM au Conseil économique et social et au Conseil de la FAO sur ses activités en 2011	3
Décisions et recommandations du Conseil d'administration du PAM pour 2011:	25
<ul style="list-style-type: none"> • Section I: Décisions et recommandations de la première session ordinaire de 2011 du Conseil d'administration (Rome, 14–16 février 2011) 	25
<ul style="list-style-type: none"> • Section II: Décisions et recommandations de la session annuelle de 2011 du Conseil d'administration (Rome, 6–9 juin 2011) 	36
<ul style="list-style-type: none"> • Section III: Décisions et recommandations de la deuxième session ordinaire de 2011 du Conseil d'administration (Rome, 14–17 novembre 2011) 	52

Décision 2012/EB.1/2 adoptée par le Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial à sa première session ordinaire de 2012 (13-15 février)

Le Conseil a approuvé le document intitulé "Rapport annuel au Conseil économique et social et au Conseil de la FAO pour 2011" (WFP/EB.1/2012/4/Rev.1). Conformément à sa décision 2004/EB.A/11, le Conseil a demandé que ce Rapport annuel soit transmis au Conseil économique et social et au Conseil de la FAO, accompagné de ses décisions et recommandations.

13 février 2012

برنامج
الغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Première session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 13–15 février 2012

RAPPORTS ANNUELS

**Point 4 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.1/2012/4/Rev.1

15 février 2012
ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT ANNUEL AU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET AU CONSEIL DE LA FAO POUR 2011

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, ERM*:	M. P. Larsen	tél.: 066513-2601
------------------	--------------	-------------------

Chargé principal des relations extérieures, ERM:	M. R. Saravanamuttu	tél.: 066513-2144
--	---------------------	-------------------

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative principale de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Division des relations multilatérales et des rapports avec les ONG

RÉSUMÉ

En 2011, dans un contexte de volatilité des prix des denrées alimentaires, de crises de grande ampleur et de faim persistante, le PAM a continué de renforcer ses partenariats multilatéraux et nationaux, conformément à son plan stratégique (2008–2013).

Le Programme a pris part aux travaux du Groupe des Nations Unies pour le développement et à d'autres partenariats, et il a participé à des événements tels que la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui s'est tenue à Istanbul, la quatrième Conférence de haut niveau sur l'initiative "Unis dans l'action", à Montevideo, et le quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, à Busan (République de Corée); il apporte également son concours aux préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable.

Le PAM a travaillé avec les institutions ayant leur siège à Rome et avec d'autres organisations et entités internationales, telles que l'Équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, afin de soutenir les décisions de l'Assemblée générale des Nations Unies, du Comité de la sécurité alimentaire mondiale et du Groupe des Vingt (G20) qui visent à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des populations vulnérables. Le G20 s'est notamment engagé à soutenir l'assistance alimentaire, les dispositifs de protection sociale et les chaînes d'approvisionnement et à supprimer les restrictions à l'exportation et les taxes sur les produits alimentaires destinés à l'action humanitaire. Le PAM a contribué à la cohérence du système des Nations Unies en siégeant au Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination et à ses organes subsidiaires, et la Directrice exécutive a été de nouveau nommée à la présidence du Comité de haut niveau sur la gestion, qui a dirigé les travaux interorganisations d'harmonisation des modes de fonctionnement, afin d'améliorer l'efficacité et l'efficacité du système des Nations Unies.

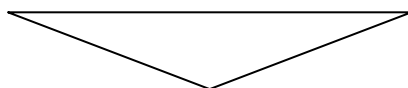
Dans le contexte des situations de crise, le PAM a dirigé les modules de la logistique et des télécommunications d'urgence, et a codirigé le module de la sécurité alimentaire. Il a aussi participé aux initiatives du Comité permanent interorganisations qui visent à réformer et renforcer l'encadrement, l'obligation redditionnelle, la coordination et les interventions d'urgence, ainsi qu'aux travaux du Comité exécutif pour les affaires humanitaires sur les questions opérationnelles et d'orientation concernant les situations d'urgence graves. Avec l'appui d'autres partenaires, le PAM, Oxfam et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture se sont employés à mettre en œuvre un plan d'action pour la corne de l'Afrique qui met en corrélation le développement à long terme de la capacité de résistance et des moyens de subsistance, et la phase actuelle de secours et de redressement. Dans la corne de l'Afrique, le PAM a distribué des vivres humanitaires à huit millions de personnes touchées par la sécheresse et a mis en place des filets de sécurité qui ont évité à quatre millions de personnes de connaître la famine.

Le PAM devrait recevoir 3,75 milliards de dollars É.-U. en 2011, ses besoins ayant été évalués à 5,9 milliards de dollars. Les dix principaux donateurs de 2011 ont été les suivants: Allemagne, Australie, Brésil, Canada, Commission européenne, États-Unis, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède. Le secteur privé a été également un important bailleur de fonds.

Le PAM a confirmé son abandon de l'aide alimentaire au profit de l'assistance alimentaire et le déploiement d'une panoplie d'outils élargie, notamment des produits nutritionnels nouveaux, des projets de transferts monétaires et de bons d'alimentation, des achats locaux de denrées alimentaires dans le cadre de l'initiative Achats au service du progrès et des programmes de création d'actifs pour la sécurité alimentaire, des mesures d'adaptation aux changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe. Une plus grande attention a été accordée à l'analyse de la vulnérabilité, aux évaluations des besoins, au renforcement des capacités et à la problématique hommes-femmes, moyennant l'établissement de multiples partenariats avec des organismes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et le secteur privé, indispensables pour améliorer la portée, la rentabilité et l'impact des opérations du PAM. La révision du cadre de financement et le nouveau plan de gestion triennal assorti d'un budget annuel, ainsi que la diversification de la base des donateurs et les accords de financement pluriannuels, ont débouché sur de nouvelles approches, plus souples, en matière d'utilisation des ressources.

Les initiatives régionales et nationales de lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire ont été appuyées à titre prioritaire, en collaboration avec des organisations telles que l'Union africaine, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est. Le PAM soutient également l'initiative "Renforcer la nutrition" et le partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants qu'il a établi avec l'organisation mondiale de la santé, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et il préside le Comité permanent des Nations Unies sur la nutrition.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve le document intitulé "Rapport annuel au Conseil économique et social et au Conseil de la FAO pour 2011" (WFP/EB.1/2012/4/Rev.1). Conformément à sa décision 2004/EB.A/11, le Conseil demande que ce Rapport annuel soit transmis au Conseil économique et social et au Conseil de la FAO, accompagné de ses décisions et recommandations.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

CONTRIBUER À LA COHÉRENCE ET À L'EFFICACITÉ DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

Financement des activités opérationnelles

1. En 2011, malgré les contraintes pesant sur les budgets nationaux, les fonds alloués au PAM devaient atteindre 3,75 milliards de dollars, par rapport à des besoins évalués à 5,9 milliards de dollars; au 27 novembre 2011, le Programme avait reçu des contributions d'un montant de 3,29 milliards de dollars de 82 sources de financement, dont 79 pays donateurs. Les contributions des 16 pays donateurs ci-après ont atteint des niveaux record: Allemagne, Australie, Bhoutan, Brésil, Chine, Émirats arabes unis, Éthiopie, Fédération de Russie, Israël, Japon, Mauritanie, Mexique, Philippines, République du Congo, République démocratique du Congo et Sao Tomé-et-Principe. Les dix principaux donateurs ont été l'Allemagne, l'Australie, le Brésil, le Canada, la Commission européenne, les États-Unis, le Japon, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède.
2. Le PAM a continué de diversifier ses donateurs: au 27 novembre 2011, 28 gouvernements hôtes avaient versé 53 millions de dollars, dont 33,1 millions étaient destinés à des opérations dans leurs pays respectifs; 37 pays émergents ont apporté 221 millions de dollars, soit 6 pour cent des contributions en 2011. Les contributions du Brésil et de l'Arabie saoudite ont représenté 60 pour cent de ce total.
3. L'une des priorités en 2011 a été de conclure des accords multilatéraux et pluriannuels, conformément aux déclarations de Paris et d'Accra, afin d'améliorer la flexibilité et la prévisibilité du financement. Des accords pluriannuels ont été passés avec l'Andorre, l'Australie, le Cambodge, le Canada, les États-Unis, la Fédération de Russie, le Luxembourg et la Principauté de Monaco. Ce type de contributions permet d'accroître la souplesse du financement, ce qui facilite les interventions rapides pour faire face à la faim et à la sous-alimentation chroniques. Au 27 novembre 2011, 43 donateurs multilatéraux avaient apporté 364 millions de dollars, soit 11 pour cent du montant des contributions; les principaux bailleurs de fonds étaient l'Allemagne, l'Australie, le Canada, le Danemark, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède, suivis de la Belgique, la Chine, Cuba, les États-Unis, la Finlande, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et la Suisse, ainsi que de donateurs privés. Toujours au 27 novembre 2011, 17 gouvernements avaient versé 34 millions de dollars au compte d'intervention immédiate. Les accords de jumelage, qui permettent au PAM d'assortir les fonds des donateurs de contributions en nature, ont été multipliés par deux, atteignant au total 220 millions de dollars dont 220 000 tonnes de vivres sous forme de contributions en nature.
4. Au 27 novembre 2011, le PAM avait reçu 170 millions de dollars de sources de financement comportant plusieurs donateurs, principalement le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires et le Fonds humanitaire commun; le premier est la septième source de financement la plus importante du PAM (123 millions de dollars). Le PAM a reçu du guichet de financement élargi de l'initiative "Unis dans l'action" 15,2 millions de dollars en 2010 et 7,2 millions de dollars entre janvier et novembre 2011.
5. Le PAM continue de nouer des partenariats novateurs avec le secteur privé, dont les dons devaient atteindre 110 millions de dollars à la fin de 2011; 10 millions de dollars ont été versés en ligne. Parmi les innovations ayant marqué 2011 figure un partenariat public privé avec PepsiCo et l'Agency for International Development (États-Unis) (USAID) en vue de produire et commercialiser des pois chiches en Éthiopie et de mettre au point des

suppléments nutritionnels prêts à consommer pour lutter contre la malnutrition. Un partenariat avec LG Electronics permet aux clients d'utiliser des téléviseurs pour participer à la lutte contre la faim.

6. Le PAM a continué de collaborer avec les gouvernements et les organisations multilatérales pour ce qui est des examens relatifs à l'aide et des stratégies visant à améliorer l'efficacité, et il s'est engagé à effectuer périodiquement des autoévaluations en vue de faire le meilleur usage possible des contributions.

Harmonisation et actions conjointes

7. Conformément à la résolution sur la cohérence du système des Nations Unies adoptée par l'Assemblée générale (A/RES/63/311), le PAM a continué de renforcer sa collaboration avec les organismes des Nations Unies. Il a participé aux travaux du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, du Comité de haut niveau sur la gestion, du Comité de haut niveau sur les programmes, au Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD), ainsi qu'à des initiatives communes à l'échelle nationale et régionale et aux préparatifs de l'examen quadriennal complet de 2012.
8. En sa qualité de président du Comité de haut niveau sur la gestion, le PAM a dirigé des travaux visant à maximiser l'efficacité et l'efficacité, à harmoniser les modes de fonctionnement et à mettre au point le nouveau système de gestion de la sécurité, qui est devenu opérationnel le 1er janvier 2011. Le comité a également établi la version définitive d'un cadre d'aide à la décision dans divers contextes de sécurité en vue d'appliquer la nouvelle approche, à savoir "comment rester".
9. Les projets découlant du plan d'action pour l'harmonisation des modes de fonctionnement ont été achevés ou sont bien avancés, par exemple le cadre commun des conditions à remplir par les fournisseurs, l'étude de faisabilité sur les services de trésorerie communs et l'examen de la gestion des ressources humaines à l'échelon national. Des activités ont été entreprises dans le prolongement des divers projets découlant de la mission de 2010 du GNUD/Comité de haut niveau sur la gestion concernant l'efficacité des opérations à l'échelle nationale, notamment un projet dirigé par le PAM sur des plateformes communes de télécommunications. Le Comité de haut niveau sur la gestion et le GNUD ont mené une étude sur les principes de l'établissement de rapports communs, afin d'alléger la tâche que constitue la communication de renseignements, de réduire les frais de transaction et d'améliorer la transparence et la cohérence des rapports aux États membres.
10. Le Comité de haut niveau sur les programmes a concentré ses efforts sur les préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) et sur la poursuite des objectifs pour le développement durable après 2015, avec notamment un cadre permettant de suivre les engagements en faveur des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le PAM a détaché un membre de son personnel auprès de l'initiative des Nations Unies Global Pulse, qui rend compte des aspects politiques, économiques, sociaux et environnementaux des crises.
11. Le PAM est membre du GNUD, du réseau de programmation des plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) et de l'Équipe spéciale sur le cadre d'accélération de la réalisation des OMD; il a travaillé avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et avec l'Organisation internationale du Travail (OIT) à l'élaboration de directives visant à intégrer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les PNUAD. Il coprécide le groupe de travail conjoint du GNUD et du

Comité exécutif pour les affaires humanitaires sur les questions de transition, qui a entrepris un examen des capacités des civils et coordonné les mesures prises par les Nations Unies en faveur du Réseau international sur les situations de conflit et de fragilité et les travaux du G7+ sur les États fragiles. Le PAM a participé à une équipe spéciale du GNUD chargée de rassembler les enseignements tirés des descriptifs de programme commun de pays, conformément à la résolution 62/289 de l'Assemblée générale; il collabore au descriptif de programme commun de pays pour la République-Unie de Tanzanie.

12. Le PAM a également fait partie du groupe de travail du GNUD chargé d'améliorer la formation des coordonnateurs résidents et les orientations qui leur sont données et a participé à l'examen indépendant du système de gestion et d'obligation redditionnelle du réseau des coordonnateurs résidents, ainsi qu'aux travaux du groupe consultatif interinstitutions qui sélectionne des participants pour le Centre d'évaluation des coordonnateurs résidents. À la fin de 2011, des fonctionnaires du PAM assumaient les fonctions de coordonnateur résident en Algérie, au Cambodge, aux Comores, à Madagascar, au Pakistan et en Thaïlande.
13. En mai, le PAM a participé à la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui a adopté le Programme d'action d'Istanbul pour la décennie 2011-2020. Il appuiera ce programme moyennant des activités de secours et de redressement à court terme et une assistance à long terme favorisant la capacité de résistance et la croissance; 70 pour cent de ses dépenses opérationnelles sont engagées dans les pays les moins avancés.
14. Le PAM a assisté au quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, organisé à Busan en novembre-décembre 2011, qui a examiné les progrès accomplis par rapport aux déclarations de Paris et d'Accra et mis l'accent sur l'efficacité, l'appropriation par les pays et les États fragiles. Il a donné lecture d'une déclaration du GNUD sur les États fragiles, décrit les efforts déployés par ce groupe en faveur de la cohérence et de la simplification et présenté les résultats obtenus par le Comité de haut niveau sur la gestion en matière d'amélioration de la cohérence, de l'efficacité et de l'efficacité des modes de fonctionnement. Le forum a donné son aval aux Principes pour l'engagement international dans les États fragiles et les situations précaires, qui préconisent de nouveaux modes d'assistance.
15. Le Bureau de l'évaluation a participé aux évaluations communes de l'impact de l'assistance alimentaire sur les réfugiés en Éthiopie et au Rwanda, a dirigé l'évaluation commune du module de la logistique avec le Gouvernement néerlandais, les organismes des Nations Unies et les ONG, et a pris part à l'évaluation de la situation d'urgence dans la corne de l'Afrique menée par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Le PAM est membre du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation et il a fait partie des équipes spéciales d'évaluation de l'impact et d'évaluation conjointe.

Programmation conjointe à l'initiative des pays et programme "Unis dans l'action"

16. En 2010¹, le PAM a collaboré avec des organismes des Nations Unies dans le cadre de 74 programmes conjoints dans 45 pays. Les activités au niveau des pays ont été axées sur la coordination renforcée des interventions pour la sécurité alimentaire et à la nutrition, sur la participation aux PNUAD et sur la suite donnée au Sommet de 2010 sur les OMD. Le

¹ Au moment de la mise au point définitive du présent document, les chiffres de 2011 n'étaient pas encore disponibles.

PAM a continué de participer aux activités pilotes de l'initiative "Unis dans l'action" au Cap-Vert, au Mozambique, au Pakistan, au Rwanda et en République-Unie de Tanzanie; il a également appuyé les pays qui ont adopté les modalités de l'initiative "Unis dans l'action": Bénin, Éthiopie, Lesotho, Libéria, Mali, Malawi, Namibie, Ouganda, République démocratique du Congo et Sierra Leone.

17. Au Mozambique, le PAM est associé à sept programmes communs des Nations Unies. Il dirige les services de télécommunications de l'initiative "Unité d'action des Nations Unies", ainsi que le programme commun "Créer des filières produit et des liens avec les marchés pour les associations agricoles", qui complète l'initiative Achats au service du progrès. Le dispositif "Unis dans l'action" a permis de rationaliser les achats, les communications, les ressources humaines et les services logistiques; grâce au réseau de télécommunications des Nations Unies, les coûts des transactions pour les divers organismes sont réduits. Le PAM a également signé des accords logistiques avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'UNICEF.
18. Au Pakistan, la participation du PAM aux activités pilotes de l'initiative "Unité d'action des Nations Unies" a favorisé l'alignement de ses activités sur celles de ses autres partenaires des Nations Unies. Au Rwanda, le PAM est associé à des groupes thématiques sur l'éducation, la santé et la nutrition; il co-préside le groupe sur la protection sociale avec l'UNICEF et prend part à un programme de l'initiative "Unité d'action des Nations Unies" pour l'autonomisation des femmes à Kigali, avec la FAO, l'OIT, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le FNUAP, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONG-Femmes). En République-Unie de Tanzanie, les activités pilotes de l'initiative "Unis dans l'action" ont renforcé la collaboration entre les divers organismes et amélioré les stratégies de réduction de la pauvreté, de prévention du VIH et de réintégration des réfugiés. Le PAM, qui est non-résident au Cap-Vert depuis août 2010, continue toutefois de prêter son appui au gouvernement et au bureau commun des Nations Unies pour l'alimentation scolaire.
19. En novembre 2011, le PAM a participé à Montevideo à la quatrième Conférence de haut niveau sur l'initiative "Unis dans l'action", au cours de laquelle ont été présentés des éléments probants montrant le renforcement de la cohérence et de l'efficacité des activités des Nations Unies et l'amélioration des résultats. L'augmentation des coûts de transaction de l'ONU qui a été observée devrait être analysée au regard de la réduction des dépenses supportées par les gouvernements et des impacts à long terme sur le développement. La conférence a mis en évidence la nécessité de prendre en considération les enseignements tirés des évaluations entreprises à l'initiative des pays et l'évaluation indépendante qui interviendra lors de l'examen quadriennal complet de 2012.

Services et locaux communs

20. En sa qualité de membre de l'équipe spéciale du GNUD sur les locaux communs, le PAM a contribué à l'élaboration de directives pour la construction fondées sur le Code international du bâtiment et cherché à nouer des partenariats public-privé pour financer les équipements nécessaires.
21. Des projets de locaux communs sont envisagés dans 20 pays où le PAM est présent. Il est de plus en plus difficile d'entreprendre des travaux de construction à grande échelle du fait des contraintes opérationnelles, des multiples exigences contradictoires des divers

organismes et du financement insuffisant des investissements. Conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public, le PAM consigne chaque année le nombre de locaux qu'il partage avec d'autres organismes des Nations Unies: en 2009-2010, il a partagé 60 nouveaux locaux avec d'autres organismes des Nations Unies, principalement au niveau des bureaux auxiliaires.

Performance du PAM et gestion des risques

22. Le Plan de gestion du PAM (2012–2014), qui prend maintenant la forme d'un plan triennal à horizon mobile assorti d'un budget annuel, indique pour la première fois les priorités et les ressources requises en fonction des objectifs stratégiques et des résultats de gestion. Il intègre également les modifications apportées récemment au cadre de financement du PAM, afin que l'application du Plan stratégique (2008–2013) et de certaines modalités telles que le mécanisme d'achat anticipé, qui visent à améliorer la prévisibilité, la flexibilité et la transparence de l'utilisation des ressources, soit véritablement facilitée.
23. L'approbation du cadre de gestion de la performance en 2010 témoigne de la volonté du PAM d'instaurer une culture de gestion de la performance; dans un souci constant d'amélioration, le cadre de gestion des résultats a été perfectionné une nouvelle fois en 2011.
24. La mise en œuvre d'une stratégie de gestion des risques accompagnée d'un programme de formation, qui a pris en considération les critères de référence du Rapport de 2010 du Corps commun d'inspection, a commencé en 2011. Le système intégré de gestion de la performance et des risques à l'échelle de l'organisation facilitera la mise en œuvre de la gestion des risques à tous les niveaux.

Réforme de l'aide humanitaire

25. En tant que membre du Comité permanent interorganisations, le PAM a contribué à la réforme de l'aide humanitaire; il a notamment co-dirigé les sous-groupes de travail et a concouru au renforcement des interventions humanitaires grâce au système d'action groupée. À la suite des difficultés rencontrées récemment dans des situations d'urgence de grande ampleur en Haïti, dans la corne de l'Afrique et au Pakistan, le comité permanent a entrepris un vaste examen du modèle des interventions humanitaires. L'examen de la situation humanitaire a été entrepris par le Coordonnateur des secours d'urgence et les directeurs du Comité permanent interorganisations début 2011. Le PAM y a participé afin d'assurer un encadrement de haut niveau, expérimenté et efficace, de l'action humanitaire, d'établir des mécanismes de coordination simplifiés et de renforcer la responsabilité. Le programme transformateur pour 2012 ("2012 Transformative Agenda") arrêté par les directeurs du Comité permanent interorganisations en décembre 2011 tient compte de ces efforts; les principales mesures prévues comprennent: i) un accord en vue de l'affectation, lorsque les directeurs le jugent nécessaire, d'un Coordonnateur principal des opérations humanitaires/interventions d'urgence dans les 72 heures suivant le début d'une intervention de niveau 3, qui sera doté de pouvoirs accrus pendant une période de trois mois au maximum, pour déterminer les priorités et prendre les décisions nécessaires; ii) la mise en place d'un mécanisme interorganisations d'intervention rapide permettant de déployer promptement, selon que de besoin, des responsables compétents et expérimentés des organismes et modules d'action groupée opérationnels; et iii) le renforcement de la responsabilité mutuelle du Coordonnateur des opérations humanitaires, de l'équipe de pays humanitaire, des coordonnateurs des modules et des autres partenaires de ces modules, sur la base d'une stratégie d'exécution précise, concise, assortie de délais et axée sur les

résultats. Le PAM est bien déterminé à mettre en œuvre le programme transformateur du Comité permanent interorganisations; il mettra à profit ses solides capacités et sa vaste expérience sur le terrain, ainsi que son travail à la tête des modules de la logistique et des télécommunications d'urgence et en tant que co-directeur du module de la sécurité alimentaire. Une mise à jour concernant le programme transformateur et les dispositions prises pour le mettre en œuvre sera fournie dans le document faisant le point sur les questions humanitaires, qui sera soumis au Conseil à sa session annuelle de 2012.

26. En 2011, le PAM a participé à l'ensemble des 27 appels humanitaires, dont 17 appels globaux et sept appels éclairés. Les appels globaux ont permis de mobiliser au total 8,9 milliards de dollars, les besoins du PAM étant chiffrés à 2,6 milliards de dollars.
27. Le PAM fait partie du Comité exécutif pour les affaires humanitaires, qui comprend les départements des affaires politiques, des opérations de maintien de la paix, et de la sécurité du Secrétariat de l'ONU; il s'occupe essentiellement de la coordination dans les crises majeures, de questions thématiques telles que les interventions dans des environnements complexes sur le plan de la sécurité, et de l'examen de la situation au Myanmar et dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.
28. La sécheresse dans la corne de l'Afrique et les difficultés d'accès qui ont provoqué une famine dans le sud de la Somalie ont été de graves sujets de préoccupation pour les Nations Unies pendant toute l'année 2011. Le PAM a apporté une assistance alimentaire humanitaire à 8 millions de personnes; 4,5 millions d'autres ont bénéficié de programmes de protection sociale destinés à accroître les capacités de résistance et à éviter la famine.
29. Dans le cadre du plan d'action interorganisations pour la corne de l'Afrique lancé par le Comité permanent interorganisations, Oxfam, la FAO et le PAM ont été chargés de remédier aux causes profondes de l'insécurité alimentaire dans la région avec l'appui du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et du PNUD. Ce plan, mis en application au cours du dernier trimestre 2011 moyennant la hiérarchisation et la reproduction à plus grande échelle des interventions, permet de faire la soudure entre l'aide humanitaire et les activités de développement par des activités de secours, favorisant la promotion du redressement rapide et l'appui aux moyens de subsistance conformément aux politiques nationales et régionales.
30. Depuis le lancement en 2010 de l'initiative visant à faciliter l'accès sans risques au bois de feu et aux autres sources d'énergie, le PAM a aidé un million de personnes au Darfour-Nord (Soudan), au Karamoja (Ouganda), en Haïti et à Sri Lanka, en collaboration avec la FAO, le HCR et la Commission des femmes réfugiées. Par l'intermédiaire de l'Alliance mondiale pour des fourneaux propres dirigée par la Fondation pour les Nations Unies, le PAM a fait en sorte que le HCR, l'UNICEF et la Commission des femmes réfugiées conjuguent leurs efforts pour garantir l'accès au combustible pour la cuisine dans la corne de l'Afrique.
31. Le PAM a fait partie du groupe du Comité permanent interorganisations qui sélectionne les coordonnateurs de l'action humanitaire, parmi lesquels il s'efforce d'être mieux représenté. Trente-et-un des 43 pays participant au système d'action groupée ont des coordonnateurs de l'action humanitaire; deux fonctionnaires du PAM exercent ces fonctions et trois autres font partie de la réserve de candidats.
32. Le module de la sécurité alimentaire dirigé conjointement par la FAO et le PAM est devenu opérationnel en avril 2011. Il est appuyé par une équipe composée de membres du PAM, de la FAO, de la Fédération internationale de la Croix-Rouge, de l'équipe volante de spécialistes de l'égalité des sexes et d'ONG établies au siège du PAM. Ce module noue des liens avec des ONG, avec le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et avec

les autres modules, afin de traiter les aspects communs relevant du Comité permanent interorganisations. Des missions de cadrage ont été effectuées et un appui a été apporté aux modules de la sécurité alimentaire déployés par les pays en Afghanistan, en Côte d'Ivoire, en Haïti, dans la corne de l'Afrique, en Libye et au Népal.

33. En 2011, le module de la logistique piloté par le PAM s'est efforcé d'améliorer l'efficacité de ses opérations et la qualité de ses services à ses partenaires, en insistant sur le partage des ressources et la gestion des partenariats, ainsi que sur le renforcement des capacités, en collaboration avec les ONG associées et les autorités nationales en Haïti, dans la corne de l'Afrique et au Pakistan.
34. Le PAM a pris la direction du module des télécommunications d'urgence en 2011. L'examen de ses opérations et de ses méthodes a conduit à dresser un nouveau catalogue des services, à préciser les rôles et les responsabilités, à établir une nouvelle stratégie de planification préalable et à réviser les structures de suivi et d'évaluation.
35. Le PAM a continué d'appuyer les activités d'autres modules. En mars 2011, le module mondial de la nutrition a créé un groupe de travail sur la malnutrition aiguë modérée, dirigé par le PAM et ayant pour membres Action contre la faim, les Centers for Disease Control, Save the Children, le HCR, l'UNICEF et l'USAID. Ce module a également diffusé des informations sur les aliments nutritifs spécialisés et harmonisé ses outils de prise de décisions afin d'aider les organisations qui sont ses partenaires.
36. En 2011, le PAM a continué d'assurer le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies dans 15 pays, menant de nouvelles opérations en Côte d'Ivoire, en Iraq, en et en Libye. Entre janvier et novembre, ce service a transporté 277 465 passagers et 1 879 tonnes de fret; 40 pour cent des utilisateurs ont été des organismes des Nations Unies, 54 pour cent des ONG et 6 pour cent des missions de donateurs et des médias. Le PAM a également géré le système des entrepôts de fournitures humanitaires des Nations Unies.
37. En Somalie, le PAM a bénéficié du soutien indispensable des escortes navales de l'Union européenne dans le cadre de l'opération Atalanta; il a pu ainsi livrer 650 000 tonnes de vivres sans subir de perte pour cause de piraterie.

COHÉRENCE DANS LE DOMAINE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Sécurité alimentaire mondiale

38. En tant que membre de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, le PAM a contribué à l'élaboration du plan d'action du G20 sur la volatilité des prix des denrées alimentaires et sur l'agriculture, au Cadre d'action global et à la coordination des questions de sécurité alimentaire, s'agissant notamment des foyers de famine dans la corne de l'Afrique et le Sahel.
39. Le Comité réformé de la sécurité alimentaire mondiale, dont le secrétariat comprend des représentants de la FAO, du Fonds international de développement agricole (FIDA) et du PAM, a tenu sa 37^{ème} session plénière à Rome en octobre. Trois sessions d'orientation, dont l'une était présidée par la Directrice exécutive, ont débouché sur des recommandations concernant: la volatilité des prix des denrées alimentaires; les investissements dans la petite agriculture, la problématique hommes-femmes, la sécurité alimentaire et la nutrition. Un cycle final des négociations sur les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale a été avalisé. Il a été

décidé de tenir en 2012 un forum de haut niveau sur les crises prolongées et les modifications apportées aux méthodes d'évaluation de la faim et de la nutrition ont été examinées. Le PAM et la FAO ont organisé conjointement un événement parallèle avec le Comité permanent des Nations Unies sur la nutrition.

40. La sécurité alimentaire a été une priorité du G20 en 2011. Le PAM a participé à l'élaboration de recommandations générales communes sur la volatilité des prix des denrées alimentaires, en collaboration avec la FAO, le FIDA, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fonds monétaire international et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). Le G20 a donné son aval à un projet pilote de réserves alimentaires d'urgence, prêté son appui à des dispositifs de protection sociale pour obvier à la volatilité des prix des denrées alimentaires et créé le Système d'information sur les marchés agricoles; le PAM a également mis au point des filets de sécurité dans le cadre du groupe de travail sur le développement dirigé par le PNUD et l'OIT. De son point de vue, il était de la plus haute importance que le G20 accepte de supprimer les restrictions à l'exportation et les taxes sur les denrées destinées à l'action humanitaire et il avait recommandé à l'OMC d'approuver également cette décision.
41. Le PAM a participé aux réunions de l'Initiative de L'Aquila pour la sécurité alimentaire à Paris et à Dakar, et il a été siégé au comité de pilotage du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, qui a investi en 2011 quelque 160 millions de dollars en faveur de propositions présentées par le Cambodge, le Libéria, le Népal et le Tadjikistan.
42. S'agissant de la collaboration régionale, le PAM et l'Union africaine ont apporté une assistance technique et une aide à la gestion pour la mise au point du mécanisme financier du projet "African Risk Capacity". Il a prêté également un appui technique pour le cadre d'action humanitaire, la stratégie de gestion des catastrophes et le programme de renforcement des capacités à moyen terme de l'Union africaine. Le PAM et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) réalisent actuellement une étude sur le coût de la faim en vue de lutter contre la dénutrition chez les enfants dans 12 pays.
43. Le PAM appuie le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique, s'agissant en particulier de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de l'alerte rapide et de la planification préalable des secours et des interventions en cas d'urgence, et il a contribué à créer un groupe d'action chargé de renforcer les capacités nécessaires pour concevoir et faire des investissements. Le PAM est président suppléant du module de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et du développement rural.
44. En 2011, le PAM et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe ont signé un mémorandum d'accord de la coopération technique pour l'amélioration de la sécurité alimentaire; d'autres mémorandums ont été signés avec l'Autorité intergouvernementale pour le développement et la CEDEAO. Le PAM s'efforce de normaliser les politiques et les programmes, d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition et de gérer les risques de catastrophe. Il a également réalisé une étude de faisabilité pour un projet pilote de la CEDEAO visant à constituer des réserves alimentaires d'urgence ciblées, projet qu'il s'emploie à lancer avec la CEDEAO et d'autres partenaires.
45. Avec le Réseau de préparation et d'intervention en cas d'urgence pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le PAM a installé des entrepôts pour les vivres prépositionnés, établi un fichier pour les interventions rapides et appuyé les systèmes d'information d'urgence; un

mémorandum d'accord sur la collaboration en matière de nutrition a été signé avec la Banque centraméricaine d'intégration économique en mai 2011. En Asie, le PAM collabore avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est dans le cadre d'initiatives pour la sécurité alimentaire.

Nutrition

46. En septembre, le PAM a participé à une manifestation de l'initiative "Renforcer la nutrition" (SUN) à New York pour faire connaître les progrès accomplis dans le cadre des interventions nutritionnelles. L'initiative vise à améliorer l'efficacité des programmes de nutrition en préconisant un encadrement national, l'appropriation par les parties prenantes et le partage des responsabilités. Le PAM collabore avec Unilever pour aider l'équipe spéciale de l'initiative SUN à obtenir la participation du secteur privé.
47. Le PAM accueille l'initiative interorganisations visant à éliminer la dénutrition infantile et maternelle (partenariat REACH), lancée en 2008 par le PAM, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'UNICEF et la FAO pour lutter contre la malnutrition chez les enfants. S'inspirant des projets pilotes exécutés au Bangladesh, en Mauritanie, en République démocratique populaire lao et en Sierra Leone, l'approche du partenariat REACH est maintenant appliquée en Éthiopie, au Ghana, au Mali, au Mozambique, au Népal, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie et au Rwanda.
48. En partenariat avec la FAO, l'UNICEF et l'OMS, le PAM a contribué à la réforme du Comité permanent de la nutrition en vue d'améliorer son efficacité; il préside ce comité depuis septembre 2011. Le secrétariat du comité, le coordonnateur du partenariat REACH et le président de l'équipe de transition de l'initiative SUN se sont employés en 2011, en collaboration avec les gouvernements des pays de l'initiative SUN, à faciliter le partage des données d'expérience et à établir des liens avec les organisations s'occupant de nutrition.
49. En vertu du principe "les bons aliments au bon moment", le PAM a déployé à plus grande échelle la distribution d'aliments enrichis aux populations vulnérables, augmentant le nombre d'enfants ciblés, en particulier pendant la période cruciale des 1000 premiers jours; le nombre des enfants de moins de 2 ans bénéficiaires est passé de 50 000 en 2008 à 2,5 millions en 2010.

Problématique hommes-femmes

50. Le PAM collabore avec ONU-Femmes et d'autres partenaires en vue d'encourager l'innovation, de développer les capacités et de renforcer l'obligation d'intégrer les femmes aux activités. Le fonds du PAM pour les innovations en faveur de l'égalité entre les sexes a été créé en 2010 pour encourager les bureaux de pays à nouer des partenariats afin de concevoir et mettre en œuvre des projets fondés sur l'analyse de la problématique hommes-femmes. Ce fonds apporte un appui à 29 bureaux de pays et à leurs partenaires.
51. Le PAM a adopté le marqueur du Comité permanent interorganisations relatif à l'égalité entre les sexes pour évaluer la sensibilité des projets à cet égard, et il est résolu à intégrer la problématique hommes-femmes dans les évaluations des besoins; à cet effet, des normes minimales et un cadre d'obligation redditionnelle en matière d'intégration des femmes aux activités ont été mis au point. Compte tenu de sa réorientation vers l'assistance alimentaire, le PAM définit également des indicateurs relatifs à l'égalité entre les sexes au niveau de l'organisation.
52. Plusieurs manifestations conjointes ont été organisées avec les institutions ayant leur siège à Rome, la Banque mondiale et ONU-Femmes. Pendant l'Assemblée générale des

Nations Unies, les Directrices exécutives du PAM et d'ONU-Femmes, le Ministre néerlandais des affaires étrangères et des dirigeants du secteur privé se sont réunis pour examiner des questions relatives aux femmes et à la nutrition. Une réunion a été organisée par la FAO, le FIDA, ONU-Femmes et le PAM au sujet de l'autonomisation économique des femmes rurales, et des recommandations ont été formulées en vue de la 56^e session de la Commission de la condition de la femme en 2012. Les institutions ayant leur siège à Rome et ONU-Femmes collaborent à un programme conjoint d'autonomisation des femmes rurales.

53. Le PAM et l'Institut d'études sur le développement ont mis au point une stratégie en faveur de l'égalité entre les sexes pour l'initiative Achats au service du progrès, ainsi qu'un programme triennal de recherche sur les innovations relatives à la problématique hommes-femmes. Le PAM participe également à l'équipe spéciale interorganisations sur les femmes rurales, à l'équipe spéciale du Comité permanent interorganisations sur la protection contre l'exploitation et la violence sexuelles, dans le cadre de laquelle le PAM a créé un groupe consultatif interne, et au réseau interorganisations sur l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes.
54. Le PAM tient compte des questions de parité dans ses politiques de gestion, de recrutement et d'organisation des carrières: la proportion de femmes recrutées sur le plan international parmi les administrateurs du PAM est restée stable en 2011 (40 pour cent) et le pourcentage de femmes participant au Centre de renforcement des capacités de gestion du PAM géré par la Cranfield School of Management au Royaume-Uni est passé de 27 pour cent en 2010 à 41 pour cent en 2011. Les femmes ont également bénéficié d'un appui par l'intermédiaire du Centre de management pour l'Europe à Bruxelles (61 pour cent de femmes en 2011) et d'un programme de formation des cadres moyens (41 pour cent de femmes en 2011).

Collaboration entre les institutions ayant leur siège à Rome

55. Il est rendu compte de la collaboration entre les institutions ayant leur siège à Rome dans le document présenté à la deuxième session ordinaire du Conseil en 2011. En 2010, le PAM et la FAO ont collaboré dans 62 pays dans le cadre de 95 projets; le PAM et le FIDA ont collaboré dans 15 pays dans le cadre de 17 projets². Le PAM, la FAO et le FIDA ont publié en 2011 le premier rapport tripartite sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, qui traite de la volatilité des prix des denrées alimentaires.
56. En novembre 2011, le Conseil a approuvé la stratégie conjointe de la FAO et du PAM en matière de systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, dans le but d'aider les pays à prendre des mesures fondées sur des éléments concrets pour faire face à l'insécurité alimentaire; dans le cadre de cette stratégie, le PAM, la FAO et l'IFPRI ont créé un réseau d'information sur la sécurité alimentaire en vue de partager les normes, les meilleures pratiques et les activités de plaidoyer. Le PAM, la FAO, le FIDA, l'OCDE, la CNUCED, la Banque mondiale, l'OMC et l'IFPRI forment le secrétariat du Système d'information sur les marchés agricoles, lancé par les ministres de l'agriculture des pays du G20 en juin 2011 afin d'améliorer l'information sur les marchés des produits alimentaires.
57. La FAO et le PAM ont poursuivi leur collaboration sur le cadre intégré de classification de la phase de la sécurité alimentaire (IPC) en effectuant des analyses dans 11 pays et en apportant des modifications au manuel IPC. Le Système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO et l'Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité du PAM ont

² Au moment de la mise au point définitive du présent document, les chiffres de 2011 n'étaient pas encore disponibles.

analysé les marchés au Bangladesh, au Burkina Faso, au Malawi, au Népal et au Pakistan dans le cadre du projet de modélisation de l'impact des chocs, qui étudie les effets des chocs sur les revenus des ménages et les dépenses alimentaires. En 2011, la FAO et le PAM ont effectué ensemble des missions d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire à Madagascar, en Mauritanie, au Niger, en République démocratique populaire lao, en République populaire démocratique de Corée et en Syrie.

58. Le 27 juin 2011, les chefs des institutions ayant leur siège à Rome et la Commission européenne ont signé une déclaration d'intention sur la coopération en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, axée sur neuf domaines prioritaires et prenant en considération les pays qui traversent une crise prolongée; cet accord est le fruit d'une collaboration au titre de la facilité alimentaire de l'Union européenne.
59. En 2011, les institutions ayant leur siège à Rome ont renforcé leur collaboration dans le domaine administratif en intégrant à leurs activités l'équipe commune chargée de la passation des marchés; pour la deuxième année de cette initiative, les appels d'offres communs visent à réaliser une économie globale de 3 pour cent sur la valeur des contrats. Les objectifs pour 2012 sont l'harmonisation et la rationalisation des procédures, l'augmentation du nombre d'achats effectués par voie électronique, l'adoption de nouveaux indicateurs de résultats, un plan d'action pour des achats durables et l'élargissement de la collaboration dans ce domaine à d'autres organismes des Nations Unies.
60. Le Système de gestion des risques météorologiques du PAM/FIDA continue de mettre au point des outils pour gérer ces risques en vue d'améliorer les moyens de subsistance des populations rurales et de réduire la faim. La coopération entre les institutions ayant leur siège à Rome a porté notamment sur les préparatifs de la 17e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, qui devait se tenir à Durban, sur l'élaboration d'une déclaration conjointe pour le document final de la conférence Rio+20 et sur des contributions à des initiatives nouvelles telles que l'économie verte.
61. Le PAM et les institutions ayant leur siège à Rome ont célébré la Journée internationale de la femme et organisé ensemble, dans le cadre d'ateliers tenus en mai 2011, une formation à l'intention du personnel de leurs Sièges sur l'utilisation du marqueur égalité hommes-femmes dans le module de la sécurité alimentaire, afin d'améliorer le ciblage des bénéficiaires et les résultats obtenus en matière d'égalité entre les sexes; 40 membres du personnel de la FAO, du PAM et du module mondial de la sécurité alimentaire en ont bénéficié. Le 20 octobre 2011, la FAO et le PAM ont signé une lettre d'accord avec le Corps des volontaires de la paix des États-Unis en vue de développer les activités relatives à la sécurité alimentaire.

Renforcement des capacités

62. En 2011, le PAM a apporté une assistance technique aux gouvernements qui s'approprient les programmes de sécurité alimentaire et contribué à améliorer la conception et la gestion des programmes nationaux dans ce domaine. À titre d'exemple, le renforcement des capacités fait partie du portefeuille d'activités du PAM dans neuf pays d'Asie, l'accent étant mis sur l'analyse de la sécurité alimentaire, les dispositifs de protection sociale, les réserves alimentaires, la planification préalable des secours et les interventions en cas d'urgence, la nutrition et l'éducation, dans le but de garantir la durabilité après le désengagement du PAM.

63. Au Cap-Vert, le PAM a aidé en 2007 à formuler et mettre en œuvre une feuille de route pour le transfert des responsabilités du programme d'alimentation scolaire; ce transfert a été achevé en juillet 2010. Un programme quadriennal d'assistance technique dans le cadre de l'initiative "Unité d'action des Nations Unies" a démarré en 2011; il vise à aider le gouvernement dans des domaines tels que l'éducation et l'hygiène nutritionnelles, le PAM prêtant son concours pendant deux ans dans un certain nombre de domaines: orientations générales, modèles de passation des marchés, logistique, stratégie de mobilisation de fonds et suivi et évaluation. Au Bhoutan, le PAM concevra un programme de renforcement des capacités qui permettra au gouvernement de s'approprier le programme d'alimentation scolaire d'ici à 2018. Au Swaziland, il collabore avec l'équipe de pays des Nations Unies pour améliorer le système national d'évaluation de la vulnérabilité. Au Cambodge, le PAM, l'UNICEF et l'OMS aident conjointement le Ministère de la santé à améliorer la coordination et le ciblage de la lutte contre la malnutrition infantile.

Coopération Sud-Sud

64. Conformément au Plan stratégique (2008–2013), le PAM met en œuvre des initiatives de coopération Sud-Sud qui visent à promouvoir des solutions en matière de sécurité alimentaire et de nutrition applicables à plus grande échelle. En Amérique latine et aux Caraïbes, il tire parti de l'expérience acquise au Brésil, au Chili, en Colombie et au Mexique pour renforcer les programmes nationaux d'alimentation scolaire; la coopération Sud-Sud permet de mettre au point, de produire et de distribuer des produits nutritifs destinés aux femmes et aux enfants en Bolivie, en Équateur, au Panama et au Pérou. Le renforcement des capacités en Amérique latine contribuera à éliminer la dénutrition chez les enfants et à réduire les carences en micronutriments, grâce au partage des pratiques optimales, notamment dans le cadre de l'initiative *nutrient.org*, de réunions techniques et de cours de formation à l'intention du personnel de contrepartie.
65. En novembre 2011, un centre d'excellence qui apportera une assistance technique aux pays en développement a été inauguré au Brésil. Le but est de tirer parti du savoir-faire brésilien pour prêter appui aux programmes d'alimentation scolaire et, ultérieurement, à d'autres modalités d'assistance. Des missions provenant de l'Équateur, du Mali, du Timor-Leste et ont visité ce centre et, en novembre 2011, un cours sur l'expérience brésilienne en matière de programmes d'alimentation scolaire durable a été organisé à l'intention de représentants de 20 pays.
66. Le PAM a participé à la Quatrième Expo mondiale Sud-Sud pour le développement qui s'est tenue à Rome en décembre 2011, organisant à cette occasion un forum sur la nutrition, le VIH/sida et la sécurité alimentaire au cours duquel ont été présentées des solutions Sud-Sud permettant d'intégrer la nutrition dans les programmes relatifs au VIH/sida. Le PAM est déterminé à favoriser la coopération Sud-Sud, notamment dans le cadre du Programme d'action d'Istanbul.

INITIATIVES ET PARTENARIATS

Achats au service du progrès

67. La FAO, le FIDA et la Banque mondiale font partie du groupe d'examen technique de l'initiative Achats au service du progrès; les autres membres proviennent de l'IFPRI, d'Intermon, d'Oxfam, de Sasakawa Global, de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture et de la Michigan State University.

68. La FAO et le FIDA continuent d'intensifier leur appui technique à l'initiative Achats au service du progrès: un mémorandum d'accord entre la FAO et le PAM est en cours d'élaboration; il permettra d'établir un lien entre les programmes de protection sociale et les achats de produits alimentaires aux petits exploitants dans certains pays africains. Le programme biennal proposé est évalué à 2,3 millions de dollars; il sera mis à l'essai grâce à un financement du Brésil en Éthiopie, au Mozambique et au Sénégal.
69. Dans le cadre de l'initiative Achats au service du progrès, le PAM a établi des partenariats avec la FAO dans 12 pays en vue d'apporter un soutien pour les questions techniques et le renforcement des capacités. Les activités entreprises en collaboration avec la FAO et d'autres organisations visent notamment à accroître la production de maïs en République démocratique du Congo et à offrir des compétences techniques en agriculture de conservation pour améliorer la production en Éthiopie.
70. La collaboration avec le FIDA permet de faciliter l'accès des organisations paysannes au crédit agricole au Burkina Faso et au Mozambique; ce dispositif fait également l'objet de négociations en Éthiopie et au Ghana.
71. La plupart des pays de l'initiative Achats au service du progrès ont mis en place des mécanismes de coordination grâce auxquels les gouvernements, la FAO, le FIDA, les donateurs, les ONG et les organisations du secteur privé peuvent examiner ensemble les questions de politique générale et de mise en œuvre et donner des conseils. D'autres partenariats ont été établis avec l'OIT pour des activités de formation en gestion d'entreprise menées en Zambie à l'intention des organisations paysannes, avec le PNUD pour le projet "Villages du Millénaire" au Malawi et en Ouganda, avec la Banque mondiale au Burkina Faso, au Rwanda et en Sierra Leone, et avec le Fonds d'équipement des Nations Unies au Malawi et en Ouganda.
72. Les activités de soutien et de renforcement des capacités dans le cadre de l'initiative Achats au service du progrès sont assurées par 32 ONG internationales dans les pays pilotes: à titre d'exemple, des partenariats ont été établis par World Vision dans huit pays pilotes, par l'Association Sasakawa Africa et les Catholic Relief Services dans six pays et par Oxfam dans deux pays.

Repas scolaires

73. En 2010, 22,4 millions d'enfants, dont 49 pour cent de filles, ont bénéficié dans 62 pays des activités d'alimentation scolaire appuyées par le PAM; le Programme a offert des incitations ou distribué des rations à emporter à 2,1 millions de filles et aidé 1,8 million d'enfants d'âge préscolaire. L'enveloppe d'interventions essentielles a été exécutée avec l'appui du PAM et de l'UNICEF pour les services d'éducation et la nourriture, de la FAO pour les jardins scolaires et de l'OMS pour le déparasitage.
74. Le partenariat entre le PAM, la Banque mondiale et le Partenariat pour le développement de l'enfant, a donné lieu en 2011 à des missions au Ghana, en Haïti, au Kenya, au Mali, au Mozambique, au Sénégal, au Soudan et au Togo. Le PAM et la Banque mondiale ont renforcé leurs relations avec la Chine par le biais de la Fondation chinoise de la recherche pour le développement, en participant par exemple à un symposium national sur les repas scolaires; ils poursuivront leurs efforts en 2012 afin d'améliorer le développement du jeune enfant et l'alimentation scolaire.
75. Le PAM et le Boston Consulting Group ont analysé les coûts annuels de l'alimentation scolaire assurée par le Programme afin d'établir des données de référence. Les biscuits enrichis se sont avérés être l'option présentant le meilleur rapport coût-efficacité sur le plan de l'apport en micronutriments; les rations à emporter sont les plus performantes pour

ce qui est de la quantité distribuée. Le coût annuel moyen par enfant dans les 62 pays s'est élevé à 41 dollars en 2010. Les modèles coûts-avantages de l'alimentation scolaire ont fait apparaître un rapport positif au Bangladesh, au Cambodge, au Ghana, au Kenya, au Malawi, au Mozambique, en République démocratique populaire lao, au Tadjikistan, au Tchad et en Zambie.

76. Le PAM a continué d'appuyer les programmes d'alimentation scolaire financés par les pays. Tel est le cas par exemple au Ghana, où il aide le gouvernement à concevoir une politique d'alimentation scolaire et un système de suivi et d'évaluation, et au Kenya, où le gouvernement prend à sa charge chaque année 50 000 enfants bénéficiaires de l'intervention du PAM, tandis que le PAM de son côté s'emploie à préparer ses homologues nationaux à gérer le programme. Le Bangladesh devrait lancer son programme d'alimentation scolaire national en décembre 2011.

Transferts monétaires et bons d'alimentation

77. Le portefeuille des interventions du PAM fondées sur des transferts monétaires continue de prendre de l'ampleur. En novembre 2011, il comptait 48 opérations, le montant global des transferts atteignant 201 millions de dollars, soit 5 pour cent du programme de travail du PAM. À titre de comparaison, ce montant s'élevait à 138 millions de dollars en 2010 et à 41 millions de dollars en 2009. Il est prévu de porter les programmes de transferts monétaires et de bons d'alimentation à 17 pour cent du programme de travail d'ici à 2014, pour atteindre 30 à 40 pour cent en 2015.
78. Un nouveau service du PAM a été créé en 2011 pour superviser les modifications apportées à la conception des programmes et la mise en place de partenariats et de modes de fonctionnement nouveaux. Quatre modèles de distribution ont été mis au point, et les divisions ont été chargées de concevoir les nouveaux outils et de les intégrer dans les procédures existantes. Le personnel reçoit actuellement une formation pour savoir intégrer les transferts monétaires et les bons d'alimentation dans les projets d'assistance alimentaire du PAM.
79. Le PAM fait appel à des partenariats pour mettre en œuvre ses programmes de transferts monétaires et de bons d'alimentation. Il a récemment coprésidé avec l'Office humanitaire de la Communauté européenne une table ronde sur la reproduction à plus grande échelle des interventions fondées sur des transferts monétaires, avec la participation de donateurs, d'ONG et du système des Nations Unies. Il noue des partenariats nouveaux avec des prestataires de services financiers du secteur privé et avec des entreprises de télécommunications.
80. Grâce à son aptitude à concevoir et mettre en œuvre des interventions fondées sur des transferts monétaires à grande échelle, le PAM pourra lutter avec davantage de souplesse contre l'insécurité alimentaire et améliorer son efficacité et son efficacité. Il prépare des interventions fondées sur des aides en espèces et des bons d'alimentation pour faire face à la crise dans la corne de l'Afrique; au Kenya, des transferts monétaires atteignant au total 26 millions de dollars permettront de répondre aux besoins de 1,1 million de personnes touchées par la sécheresse; en Somalie, le PAM a mené à bien une mission d'étude sur l'utilisation de dispositifs fondés sur ces transferts.

Réduction/gestion des risques de catastrophe et changement climatique

81. En novembre 2011, le Conseil a approuvé une politique qui favorise l'obtention de résultats dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle grâce à une meilleure prévention des risques de catastrophe et à la protection des moyens de subsistance. La politique en question fait une large place aux partenariats, établit les avantages comparatifs

et les priorités et prévoit des interventions pour renforcer les capacités des gouvernements à créer des systèmes de réduction des risques de catastrophe et des programmes de résilience et de réduction des risques au niveau local.

82. Le PAM travaille avec les institutions ayant leur siège à Rome et avec la Banque mondiale à l'avènement d'une agriculture "climato-intelligente", un nouveau concept qui associe l'accroissement durable de la production vivrière à la gestion raisonnée des ressources naturelles et le renforcement de la capacité de résistance pour assurer la sécurité alimentaire; les émissions devraient également être réduites.
83. Le PAM a noué des partenariats dans le domaine de l'assurance et du financement des risques, dans lesquels il joue un important rôle novateur. Il a par exemple aidé le gouvernement éthiopien à mettre au point un cadre de gestion des risques comprenant un système d'alerte rapide fondé sur des indices météorologiques, qui déclenche le financement nécessaire pour porter à plus grande échelle le programme de protection sociale fondé sur les activités productives. Le Système conjoint FIDA/PAM de gestion des risques météorologiques, ainsi que des dispositifs tels que l'initiative commune Oxfam/PAM visant à renforcer la capacité de résistance des populations rurales, ont contribué à la création de mécanismes de gestion des risques météorologiques, d'assurance et de financement qui aident les communautés vulnérables et les gouvernements à gérer les risques.

Mémorandums d'accord avec d'autres organismes des Nations Unies

84. En janvier 2011, le PAM et le HCR ont actualisé leur mémorandum d'accord en y apportant des modifications concernant: i) la catégorie des personnes relevant de la compétence du HCR afin de prendre en compte l'appui fourni aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays; ii) les responsabilités relatives à la mobilisation des ressources et aux activités menées conjointement dans les camps de réfugiés; et iii) la coopération relative aux modalités nouvelles d'assistance alimentaire.
85. Le PAM et l'UNICEF ont révisé leur mémorandum d'accord en avril 2011: le tableau de la nutrition a été actualisé pour indiquer les responsabilités du PAM dans le domaine de la malnutrition aiguë modérée, celles de l'UNICEF pour la malnutrition aiguë grave, la coordination sur le terrain et la coopération en matière de santé maternelle et infantile. Les tâches relatives au VIH et au sida sont maintenant réparties selon la division du travail du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida.
86. En avril 2011, le PAM a signé un mémorandum d'accord avec le PNUE afin de renforcer la collaboration dans la lutte contre l'insécurité alimentaire, la faim et la malnutrition, et de promouvoir la protection de l'environnement, la gestion durable des ressources naturelles, la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique.
87. En septembre 2011, ONU-Femmes et le PAM ont signé une déclaration d'action conjointe visant à autonomiser les petites entreprises et les associations de femmes rurales afin de briser le cycle intergénérationnel de la faim, améliorer les moyens d'existence des femmes, faire campagne pour l'égalité entre les sexes, assurer la sécurité des femmes et des filles dans des situations d'instabilité et renforcer le contrôle exercé par les femmes sur les réserves vivrières dans une optique de sécurité alimentaire.
88. Un projet de lettre de collaboration avec l'OMS est ajourné jusqu'en 2012 en raison de la réforme de cette organisation.

Banque mondiale

89. La collaboration avec la Banque mondiale dans le domaine de l'alimentation scolaire s'est poursuivie en 2011: la Banque a maintenu son financement en Haïti et des missions conjointes se sont rendues au Sénégal, au Soudan et au Togo, à la demande des gouvernements qui souhaitaient obtenir un soutien pour leurs programmes nationaux d'alimentation scolaire.
90. Par l'intermédiaire de l'initiative REACH, le PAM a noué un nouveau partenariat avec la Banque mondiale pour mettre au point un modèle de conditionnement et de calcul des prix, afin de diminuer les retards de croissance et la malnutrition aiguë globale dans les districts. Ce modèle est en cours d'essai au Bangladesh.
91. Le PAM a poursuivi sa collaboration avec la Banque mondiale et la FAO en vue de forger des partenariats pour promouvoir l'agriculture climato-intelligente, de repérer des points d'entrée pour la collaboration, de produire un recueil des pratiques optimales de l'agriculture climato-intelligente et d'introduire ou amplifier les mesures d'adaptation et d'atténuation dans les programmes d'investissement agricole.
92. En 2011, le PAM et la Banque mondiale ont renforcé leur collaboration concernant les achats locaux. À cet égard, des partenariats prometteurs ont été établis au Burkina Faso, au Rwanda, en Sierra Leone et au Soudan du Sud, par le biais de l'initiative Achats au service du progrès.

Organisations non gouvernementales

93. En 2010, le PAM a noué des partenariats avec 2000 ONG dans le cadre de 162 projets, dans 66 pays où il a distribué 2,2 millions de tonnes de nourriture – soit 50 pour cent de la quantité totale de vivres distribués; 90 pour cent des ONG étaient locales ou communautaires. Ces ONG partenaires ont apporté leurs moyens techniques, leurs connaissances et leurs ressources, leurs moyens opérationnels et leur soutien grâce à leurs liens avec les communautés.
94. Renforcer la collaboration avec les ONG au niveau stratégique et en termes d'orientations est une priorité si l'on veut améliorer l'efficacité et l'efficacité des interventions d'urgence et des activités de redressement et de développement. Les partenaires du PAM – Action contre la faim, Oxfam, Save the Children, Conseil norvégien pour les réfugiés, Catholic Relief Services et World Vision International – ont aidé à formuler les politiques de transferts monétaires et de bons d'alimentation lors des ateliers PAM; les ONG ont également contribué à la formulation des politiques de protection et des directives concernant la lutte contre les violences sexistes. Le PAM a par ailleurs consulté ses partenaires ONG au sujet du système pilote de réserves alimentaires d'urgence en Afrique de l'Ouest proposé par les G20.
95. En novembre 2011, le PAM et la Direction du développement et de la coopération suisse ont organisé ensemble un atelier intitulé "Building Resilience: Bridging Food Security, Climate Adaptation and Disaster Risk Reduction" (Renforcer la capacité de résistance: faire le lien entre la sécurité alimentaire, l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe), qui a réuni des représentants des gouvernements, des institutions ayant leur siège à Rome, Save the Children, Oxfam et Helvetas Inter-Cooperation, et a permis de recenser les enseignements tirés du renforcement de la capacité de résistance, ainsi que les possibilités offertes et les difficultés rencontrées.
96. Depuis 2010, le PAM s'emploie avec Save the Children – Royaume-Uni à mettre au point son logiciel "Cost of the Diet": à cette fin, des analyses communes ont été menées dans dix pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Le PAM a également collaboré en

2010 avec un grand nombre de sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dans le cadre de diverses opérations.

GOUVERNANCE INSTITUTIONNELLE

97. La réunion conjointe des Conseils d'administration du PNUD, du FNUAP, du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), de l'UNICEF, l'UNIFEM et du PAM qui s'est tenue à New York en 2011 a donné lieu à l'examen des points ci-après: équité, intégration des femmes aux activités, interventions d'urgence, transition vers le redressement et le développement et initiative "Unis dans l'action". Une délégation représentant les Conseils du PNUD, du FNUAP, de l'UNOPS, de l'UNICEF, de l'UNIFEM et du PAM s'est rendue du 26 mars au 2 avril 2011 aux Philippines, où elle a pu observer les approches novatrices adoptées en matière de prévention des conflits, de planification préalable aux situations d'urgence, de redressement et d'assistance humanitaire.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

CEDEAO	Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GNUD	Groupe des Nations Unies pour le développement
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IPC	cadre intégré de classification de la phase de la sécurité alimentaire
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIT	Organisation internationale du Travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONG –Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
partenariat REACH	partenariat visant à éliminer la faim et la dénutrition chez les enfants
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l’aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
SUN	Initiative “Renforcer la nutrition”
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l’enfance
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d’appui aux projets
USAID	Agency for International Development (États-Unis)

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Première session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 14–16 février 2011

VÉRIFICATION DES DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS ADOPTÉES

Point 15 de l'ordre du
jour



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.1/2011/15
16 février 2011
ORIGINAL: ANGLAIS

SECTION I

Bureau du Conseil d'administration

Présidente:	S.E. Mme Agnes van Ardenne (Pays-Bas)
Suppléante:	Mme Harriet Spanos (États-Unis d'Amérique)
Vice-Président:	S.E. LI Zhengdong (Chine)
Suppléant:	M. Shobhan Pattanayak (Inde)
Membre:	Mme Fatma Saber (Égypte)
Suppléante:	S.E. Mme Josephine W. Gaita (Kenya)
Membre:	S.E. M. Jorge Eduardo Chen Charpentier (Mexique)
Suppléant:	S.E. M. Juan Manuel Prieto (Colombie)
Membre:	M. Arsen Vartanyan (Fédération de Russie)
Suppléant:	M. Jíří Muchka (République tchèque)
Rapporteur:	M. Kent Vachon (Canada)

DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS DE LA PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 2011 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le tirage du présent document a été limité. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Adoption de l'ordre du jour	28
Élection du Bureau et désignation du Rapporteur	28
QUESTIONS STRATÉGIQUES ACTUELLES ET FUTURES	
2011/EB.1/1 Introduction liminaire de la Directrice exécutive	28
RAPPORTS ANNUELS	
2011/EB.1/2 Rapport annuel au Conseil économique et social et au Conseil de la FAO pour 2010	29
RESSOURCES, QUESTIONS FINANCIÈRES ET BUDGÉTAIRES	
2011/EB.1/3 Quatrième rapport sur la mise en œuvre du Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2010-2011	29
2011/EB.1/4 Rapport du Commissaire aux comptes sur les opérations du PAM en Somalie et réponse de la direction du PAM	30
PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION ASIE	
2011/EB.1/5 Rapport succinct de l'évaluation de l'impact du programme d'alimentation scolaire au Cambodge et réponse de la direction	30
2011/EB.1/6 Projets de programmes de pays—Cambodge 200202 (2011–2016)	30
2011/EB.1/7 Projets de programmes de pays—Timor-Leste 200185 (2011–2013)	30
PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION AFRIQUE DE L'OUEST	
2011/EB.1/8 Programmes de pays—Burkina Faso 200163 (2011–2015)	31
2011/EB.1/9 Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités du PAM au Mali (2003-2009) et réponse de la direction	31
PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION AFRIQUE AUSTRALE, ORIENTALE ET CENTRALE	
2011/EB.1/10 Programmes de pays—Zambie 200157 (2011–2015)	31
2011/EB.1/11 Projets de programmes de pays—République-Unie de Tanzanie 200200 (2011–2015)	31
2011/EB.1/12 Augmentations budgétaires pour des activités de développement—Programme de pays Éthiopie 104300	31
2011/EB.1/13 Augmentations budgétaires pour des activités de développement—Projet de développement Rwanda 106770	32
2011/EB.1/14 Augmentations budgétaires pour des activités de développement—Programme de pays Ouganda 108070	32
PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	
2011/EB.1/15 Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement—Haïti 108440	32

	Page
QUESTIONS D'ORGANISATION ET DE PROCÉDURE	
2011/EB.1/16 Répartition des sièges du Conseil d'administration du PAM	32
QUESTIONS D'ADMINISTRATION ET DE GESTION	
2011/EB.1/17 Rapports du Corps commun d'inspection intéressant le travail du PAM	32
RÉSUMÉ DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	
2011/EB.1/18 Résumé des travaux de la deuxième session ordinaire de 2010 du Conseil d'administration	33
Annexe I Ordre du jour	34

DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS

Adoption de l'ordre du jour

Le Conseil a adopté l'ordre du jour tel que modifié.

14 février 2011

Élection du Bureau et désignation du Rapporteur

Conformément à son Règlement intérieur, le Conseil a élu S.E. Mme Agnes van Ardenne (Pays-Bas, Liste D) aux fonctions de Présidente pour un mandat d'un an. Mme Harriet Spanos (États-Unis d'Amérique, Liste D) a été élue suppléante.

Le Conseil a élu S.E. M. LI Zhengdong (Chine, Liste B) aux fonctions de Vice-Président. M. Shobhan Pattanayak (Inde, Liste B) a été élu suppléant.

Le Conseil a élu membres du Bureau pour un mandat d'un an en tant que représentants des trois autres listes électorales du PAM Mme Fatma Saber (Égypte, Liste A); S.E. M. Jorge Eduardo Chen Charpentier (Mexique, Liste C); et M. Arsen Vartanyan (Fédération de Russie, Liste E). Ont été élus suppléants S.E. Mme Josephine W. Gaita (Kenya, Liste A); S.E. M. Juan Manuel Prieto (Colombie, Liste C); et M. Jiří Muchka (République tchèque, Liste E).

En application de l'article XII de son Règlement intérieur, le Conseil a nommé M. Kent Vachon (Canada, Liste D) Rapporteur de la première session ordinaire de 2011.

14 février 2011

Les décisions et recommandations figurant dans le présent rapport seront mises en œuvre par le Secrétariat à la lumière des délibérations du Conseil, dont les principales observations seront consignées dans le résumé des travaux de la session.

QUESTIONS STRATÉGIQUES ACTUELLES ET FUTURES

2011/EB.1/1

Introduction liminaire de la Directrice exécutive

Le Conseil a pris note de l'exposé de la Directrice exécutive. Les points principaux de cet exposé, ainsi que les observations du Conseil, figureront dans le résumé des travaux de la session.

14 février 2011

RAPPORTS ANNUELS

2011/EB.1/2

Rapport annuel au Conseil économique et social et au Conseil de la FAO pour 2010

Le Conseil a approuvé le document intitulé "Rapport annuel au Conseil économique et social et au Conseil de la FAO pour 2010" (WFP/EB.1/2011/4). Conformément à sa décision 2004/EB.A/11, le Conseil a demandé que ce Rapport annuel soit transmis au Conseil économique et social des Nations Unies et au Conseil de la FAO, accompagné des décisions et recommandations qu'il a adoptées en 2010 ainsi que de la présente décision.

14 février 2011

RESSOURCES, QUESTIONS FINANCIÈRES ET BUDGÉTAIRES

2011/EB.1/3

Quatrième rapport sur la mise en œuvre du Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2010-2011

Après avoir examiné le document intitulé "Quatrième rapport sur la mise en œuvre du Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2010-2011" (WFP/EB.1/2011/5-A/1), le Conseil:

- i) **a pris note** du niveau projeté du programme de travail, soit 11,86 milliards de dollars É.-U. pour l'exercice biennal 2010-2011, hors provision pour besoins imprévus;
- ii) **a approuvé** des dépenses supplémentaires d'un montant maximal de 10,2 millions de dollars pour améliorer la sécurité sur le terrain, montant qui sera financé au moyen du Compte de péréquation des dépenses administratives et d'appui aux programmes;
- iii) **a approuvé** des dépenses supplémentaires d'un montant de 1,0 million de dollars au titre d'un système de gestion de la trésorerie, qui sera financé au moyen de la partie non affectée du Fonds général.

Le Conseil a également pris note des observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) (WFP/EB.1/2011/5 (A,B,C)/2 et WFP/EB.1/2011/12-B/2) et du Comité financier de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (WFP/EB.1/2011/5(A,B,C)/3 et WFP/EB.1/2011/12-B/3 + Corr.1).

15 février 2011

2011/EB.1/4

Rapport du Commissaire aux comptes sur les opérations du PAM en Somalie et réponse de la direction du PAM

Le Conseil a pris note du document intitulé "Rapport du Commissaire aux comptes sur les opérations du PAM en Somalie" (WFP/EB.1/2011/5-B/1) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.1/2011/5-B/1/Add.1, et a invité le Secrétariat à le tenir informé de la suite donnée aux recommandations qui y sont formulées.

Le Conseil a également pris note des observations du CCQAB (WFP/EB.1/2011/5 (A,B,C)/2 et WFP/EB.1/2011/12-B/2) et du Comité financier de la FAO (WFP/EB.1/2011/5(A,B,C)/3 et WFP/EB.1/2011/12-B/3 + Corr.1).

15 février 2011

PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION ASIE

2011/EB.1/5

Rapport succinct de l'évaluation de l'impact du programme d'alimentation scolaire au Cambodge et réponse de la direction

Le Conseil a pris note du document intitulé "Rapport succinct de l'évaluation de l'impact du programme d'alimentation scolaire au Cambodge" (WFP/EB.1/2011/6-B) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.1/2011/6-B/Add.1/Rev.1, et a engagé le PAM à continuer de donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions soulevées par le Conseil au cours des débats.

15 février 2011

2011/EB.1/6

Projets de programmes de pays—Cambodge 200202 (2011–2016)

Le Conseil a pris note du projet de programme de pays Cambodge 200202 (2011–2016) (WFP/EB.1/2011/7/3), lequel requiert 137 586 tonnes de produits alimentaires pour un coût total pour le PAM de 131,9 millions de dollars É.-U., et a autorisé le Secrétariat à procéder à la formulation d'un programme de pays, en tenant compte des observations formulées par le Conseil.

15 février 2011

2011/EB.1/7

Projets de programmes de pays—Timor-Leste 200185 (2011–2013)

Le Conseil a pris note du projet de programme de pays Timor-Leste 200185 (2011–2013) (WFP/EB.1/2011/7/2), lequel requiert 15 622 tonnes de produits alimentaires, pour un coût total pour le PAM de 21,4 millions de dollars É.-U., et a autorisé le Secrétariat à procéder à la formulation d'un programme de pays, en tenant compte des observations formulées par le Conseil.

15 février 2011

PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION AFRIQUE DE L'OUEST

2011/EB.1/8 Programmes de pays—Burkina Faso 200163 (2011–2015)

Le Conseil a approuvé selon la procédure d'approbation tacite le programme de pays Burkina Faso 200163 (2011-2015) (WFP/EB.1/2011/8/1), lequel requiert 42 813 tonnes de produits alimentaires pour un coût total pour le PAM de 50,3 millions de dollars.

15 février 2011

2011/EB.1/9 Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités du PAM au Mali (2003-2009) et réponse de la direction

Le Conseil a pris note du document intitulé "Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités du PAM au Mali (2003-2009)" (WFP/EB.1/2011/6-A + Corr.1) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.1/2011/6-A/Add.1, et a engagé le PAM à continuer de donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions soulevées par le Conseil au cours des débats.

15 février 2011

PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION AFRIQUE AUSTRALE, ORIENTALE ET CENTRALE

2011/EB.1/10 Programmes de pays—Zambie 200157 (2011–2015)

Le Conseil a approuvé selon la procédure d'approbation tacite le programme de pays Zambie 200157 (2011-2015) (WFP/EB.1/2011/8/2), lequel requiert 44 882 tonnes de produits alimentaires pour un coût total pour le PAM de 50,9 millions de dollars.

16 février 2011

2011/EB.1/11 Projets de programmes de pays—République-Unie de Tanzanie 200200 (2011–2015)

Le Conseil a pris note du document intitulé "Projet de programme commun de pays République-Unie de Tanzanie 200200 (2011-2015)" (WFP/EB.1/2011/7/1), y compris l'annexe établie par le PAM, dans laquelle sont requises 239 995 tonnes de produits alimentaires pour un coût total pour le PAM de 175 millions de dollars É.-U.; il a autorisé le Secrétariat à parachever l'annexe du PAM, en tenant compte des observations du Conseil.

16 février 2011

2011/EB.1/12 Augmentations budgétaires pour des activités de développement—Programme de pays Éthiopie 104300

Le Conseil a approuvé l'augmentation budgétaire d'un montant de 14,1 millions de dollars É.-U. pour le programme de pays Éthiopie 104300 pour 2011 (WFP/EB.1/2011/9-A/3).

16 février 2011

**2011/EB.1/13 Augmentations budgétaires pour des activités de développement—
Projet de développement Rwanda 106770**

Le Conseil a approuvé l'augmentation budgétaire d'un montant de 27,1 millions de dollars É.-U. pour le projet de développement Rwanda 106770 "Appui à l'éducation" (WFP/EB.1/2011/9-A/2 + Corr.1).

16 février 2011

**2011/EB.1/14 Augmentations budgétaires pour des activités de développement—
Programme de pays Ouganda 108070**

Le Conseil a approuvé l'augmentation budgétaire d'un montant de 87,9 millions de dollars É.-U. pour le programme de pays Ouganda 108070 "Appui aux mesures prises par le Gouvernement pour lutter contre la faim" (WFP/EB.1/2011/9-A/1).

16 février 2011

PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

**2011/EB.1/15 Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de
secours et de redressement—Haïti 108440**

Le Conseil a approuvé l'augmentation budgétaire d'un montant de 177,4 millions de dollars É.-U. pour l'intervention prolongée de secours et de redressement Haïti 108440 "Assistance alimentaire en faveur des groupes vulnérables exposés à des chocs récurrents" (WFP/EB.1/2011/9-B).

16 février 2011

QUESTIONS D'ORGANISATION ET DE PROCÉDURE

2011/EB.1/16 Répartition des sièges du Conseil d'administration du PAM

Le Conseil a souscrit à la recommandation du Bureau concernant la répartition des sièges du Conseil, telle que décrite dans le document WFP/EB.1/2011/11-A, et a prié le Secrétariat du Conseil de soumettre ce document au Conseil de la FAO et au Conseil économique et social des Nations Unies pour suite à donner.

14 février 2011

QUESTIONS D'ADMINISTRATION ET DE GESTION

2011/EB.1/17 Rapports du Corps commun d'inspection intéressant le travail du PAM

Le Conseil a pris note des informations et recommandations figurant dans le document intitulé "Rapports du Corps commun d'inspection intéressant le travail du PAM" (WFP/EB.1/2011/12-A) et a prié le Secrétariat de présenter un plan d'action au Bureau en avril, puis de le soumettre à la session annuelle de 2011, pour information.

16 février 2011

RÉSUMÉ DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2011/EB.1/18 Résumé des travaux de la deuxième session ordinaire de 2010 du Conseil d'administration

Le Conseil a approuvé le document intitulé "Projet de résumé des travaux de la deuxième session ordinaire de 2010 du Conseil d'administration", dont la version finale serait disponible sous la cote WFP/EB.2/2010/15.

16 février 2011

ORDRE DU JOUR

1. ***Adoption de l'ordre du jour (pour approbation)***
2. ***Élection du Bureau et désignation du Rapporteur***
3. ***Questions stratégiques actuelles et futures***
4. ***Rapports annuels***
 - Rapport annuel au Conseil économique et social et au Conseil de la FAO pour 2010 (*pour approbation*)
5. ***Ressources, questions financières et budgétaires***
 - a) Quatrième rapport sur la mise en œuvre du Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2010-2011 (*pour approbation*)
 - b) Rapport du Commissaire aux comptes sur les opérations du PAM en Somalie et réponse de la direction (*pour examen*)
 - c) Plan de travail du Commissaire aux comptes pour la période allant de juillet 2010 à juin 2011 (*pour information*)
6. ***Rapports d'évaluation***
 - a) Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités au Mali (2003–2009) et réponse de la direction (*pour examen*)
 - b) Rapport succinct de l'évaluation de l'impact du programme d'alimentation scolaire au Cambodge et réponse de la direction (*pour examen*)
 - c) Évaluation pluridonateurs de l'appui aux activités visant à prévenir les conflits et à consolider la paix menées au Sud-Soudan depuis 2005 (*pour information*)

Questions opérationnelles

7. ***Projets de programme de pays (pour examen)***
 - Cambodge 200202 (2011–2016)
 - Timor-Leste 200185 (2011–2013)
 - République-Unie de Tanzanie 200200 (2011–2015)
8. ***Programmes de pays (pour approbation selon la procédure d'approbation tacite)***
 - Burkina Faso 200163 (2011–2015)
 - Zambie 200157 (2011–2015)
9. ***Projets soumis au Conseil d'administration pour approbation (pour approbation)***
 - a) Augmentations budgétaires pour des activités de développement
 - Côte d'Ivoire 107590—*supprimé*
 - Programme de pays Éthiopie 104300
 - Projet de développement Rwanda 106770
 - Programme de pays Ouganda 108070

- b) Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement
 - Haïti 108440
- 10. ***Rapports de la Directrice exécutive sur des questions opérationnelles (1^{er} juillet–31 décembre 2010) (pour information)***
 - Opérations d'urgence approuvées par la Directrice exécutive ou par la Directrice exécutive et le Directeur général de la FAO
- 11. ***Questions d'organisation et de procédure***
 - a) Examen de la répartition des sièges du Conseil d'administration (*pour approbation*)
 - b) Programme de travail du Conseil d'administration pour l'exercice biennal 2011-2012 (*pour information*)
- 12. ***Questions d'administration et de gestion***
 - a) Rapports du Corps commun d'inspection intéressant le travail du PAM (*pour examen*)
 - b) Note d'information sur le financement du mécanisme de gestion de la sécurité (*pour information*)
- 13. ***Résumé des travaux de la deuxième session ordinaire de 2010 du Conseil d'administration (pour approbation)***
- 14. ***Questions diverses***
 - Présentation orale sur la réunion conjointe des Conseils d'administration du PNUD/UNFPA, de l'UNICEF et du PAM
- 15. ***Vérification des décisions et recommandations adoptées***

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 6-9 juin 2011

VÉRIFICATION DES DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS ADOPTÉES

Point 16 de l'ordre du jour



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2011/16
9 juin 2011
ORIGINAL: ANGLAIS

SECTION II

Bureau du Conseil d'administration

Présidente:	S.E. Mme Agnes van Ardenne (Pays-Bas)
Suppléant:	S.E. M. James Alexander Harvey (Royaume-Uni)
Vice-Président:	S.E. LI Zhengdong (Chine)
Suppléant:	M. Shobhan Pattanayak (Inde)
Membre:	Mme Fatma Saber (Égypte)
Suppléante:	S.E. Mme Josephine W. Gaita (Kenya)
Membre:	S.E. M. Jorge Eduardo Chen Charpentier (Mexique)
Suppléant:	S.E. M. Juan Manuel Prieto (Colombie)
Membre:	M. Arsen Vartanyan (Fédération de Russie)
Suppléant:	M. Jiří Muchka (République tchèque)
Rapporteure:	Mme Beatriz Calvo Villegas (Colombie)

DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS DE LA SESSION ANNUELLE DE 2011 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le tirage du présent document a été limité. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Adoption de l'ordre du jour	39
Élection de membres du Bureau et désignation du Rapporteur	39
QUESTIONS STRATÉGIQUES ACTUELLES ET FUTURES	
2011/EB.A/1 Introduction liminaire de la Directrice exécutive	39
RAPPORTS ANNUELS	
2011/EB.A/2 Rapport annuel sur les résultats de 2010	39
QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE	
2011/EB.A/3 Point sur la mise en œuvre de la politique du PAM en matière de bons d'alimentation et de transferts monétaires	40
2011/EB.A/4 Élaboration des politiques du PAM	40
2011/EB.A/5 Cadre de contrôle et politique concernant la communication des rapports	40
2011/EB.A/6 Point sur les activités du PAM dans le domaine du VIH et du sida	40
2011/EB.A/7 Le changement climatique et la faim: vers une politique du PAM en matière de changement climatique	41
2011/EB.A/8 Point sur la mise en œuvre de la politique du PAM en matière d'alimentation scolaire	41
RESSOURCES, QUESTIONS FINANCIÈRES ET BUDGÉTAIRES	
2011/EB.A/9 Comptes annuels vérifiés de 2010	41
2011/EB.A/10 Examen du cycle du Plan de gestion	41
2011/EB.A/11 Rapport annuel du Comité d'audit	42
2011/EB.A/12 Rapport sur l'application des recommandations du Commissaire aux comptes	43
2011/EB.A/13 Rapport de l'Inspecteur général	43
2011/EB.A/14 Cinquième rapport sur la mise en œuvre du Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2010-2011	43
2011/EB.A/15 Point sur l'application des recommandations du Commissaire aux comptes relatives aux opérations du PAM en Somalie	43
RAPPORTS D'ÉVALUATION	
2011/EB.A/16 Rapport annuel sur l'évaluation en 2010 et réponse de la direction	44
2011/EB.A/17 Rapport succinct de l'évaluation stratégique du rôle du PAM en matière de protection sociale et de filets de sécurité et réponse de la direction	44
PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	
2011/EB.A/18 Projets de programmes de pays—Honduras 200240 (2012–2016)	44

	Page
PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION ASIE	
2011/EB.A/19 Projets de programmes de pays—Bangladesh 200243 (2012–2016)	44
2011/EB.A/20 Projets de programmes de pays—Indonésie 200245 (2012–2015)	45
2011/EB.A/21 Projets de programmes de pays—République démocratique populaire lao 200242 (2012–2015)	45
2011/EB.A/22 Programmes de pays—Cambodge 200202 (2011–2016)	45
2011/EB.A/23 Programmes de pays—Timor-Leste 200185 (2011–2013)	45
PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION AFRIQUE DE L'OUEST	
2011/EB.A/24 Rapport succinct de l'évaluation de l'impact du programme d'alimentation scolaire en Gambie et réponse de la direction	45
2011/EB.A/25 Projets de programmes de pays—Mauritanie 200251 (2012–2016)	46
2011/EB.A/26 Projets de programmes de pays—Ghana 200247 (2012–2016)	46
2011/EB.A/27 Projets de programmes de pays—Sénégal 200249 (2012–2016)	46
2011/EB.A/28 Augmentations budgétaires pour des activités de développement—Programme de pays Mali 105830 (2008–2012)	46
2011/EB.A/29 Interventions prolongées de secours et de redressement—Niger 200051	46
PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION AFRIQUE ORIENTALE ET CENTRALE	
2011/EB.A/30 Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités du PAM au Rwanda et réponse de la direction	47
2011/EB.A/31 Projets de programmes de pays—Éthiopie 200253 (2012–2015)	47
2011/EB.A/32 Interventions prolongées de secours et de redressement—Kenya 200174	47
2011/EB.A/33 Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement—Éthiopie 106650	47
2011/EB.A/34 Programmes de pays—République-Unie de Tanzanie 200200 (2011–2015)	47
QUESTIONS DIVERSES	
2011/EB.A/35 Rapport sur la visite conjointe sur le terrain des Conseils d'administration du PNUD/FNUAP/UNOPS, de l'UNICEF et du PAM en République des Philippines	48
RÉSUMÉ DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	
2011/EB.A/36 Résumé des travaux de la première session ordinaire de 2011 du Conseil d'administration	48
Annexe I Ordre du jour	49

DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS

Adoption de l'ordre du jour

Le Conseil a adopté l'ordre du jour tel que proposé.

6 juin 2011

Élection de membres du Bureau et désignation du Rapporteur

En application de l'article XII de son Règlement intérieur, le Conseil a nommé Mme Beatriz Calvo Villegas (Colombie, Liste C) Rapporteuse de la session annuelle de 2011.

6 juin 2011

Le 9 juin, S.E. Mme Agnes van Ardenne (Pays-Bas, Liste D), a démissionné de ses fonctions de Présidente du Conseil d'administration. En application de l'article IV.2 du Règlement intérieur du Conseil, elle a été remplacée par son suppléant, S.E. M. James A. Harvey. Le Conseil a élu Mme Harriet Spanos au poste de suppléant de la Liste D.

9 juin 2011

Les décisions et recommandations figurant dans le présent rapport seront mises en œuvre par le Secrétariat à la lumière des délibérations du Conseil, dont les principales observations seront consignées dans le résumé des travaux de la session.

QUESTIONS STRATÉGIQUES ACTUELLES ET FUTURES

2011/EB.A/1

Introduction liminaire de la Directrice exécutive

Le Conseil a pris note de l'exposé de la Directrice exécutive. Les points principaux de cet exposé, ainsi que les observations du Conseil, figureront dans le résumé des travaux de la session.

6 juin 2011

RAPPORTS ANNUELS

2011/EB.A/2

Rapport annuel sur les résultats de 2010

Le Conseil a approuvé le Rapport annuel sur les résultats de 2010 (WFP/EB.A/2011/4), notant que celui-ci constituait un exposé complet des résultats obtenus par le PAM pendant l'année écoulée.

6 juin 2011

QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

2011/EB.A/3 Point sur la mise en œuvre de la politique du PAM en matière de bons d'alimentation et de transferts monétaires

Le Conseil a pris note du document intitulé "Point sur la mise en œuvre de la politique du PAM en matière de bons d'alimentation et de transferts monétaires" (WFP/EB.A/2011/5-A/Rev.1) et a prié le PAM de veiller à ce qu'il soit aussi tiré parti de l'expérience acquise et des meilleures pratiques nationales existantes dans le cadre de l'application de cette politique.

8 juin 2011

2011/EB.A/4 Élaboration des politiques du PAM

Le Conseil a approuvé le document intitulé "Élaboration des politiques du PAM" (WFP/EB.A/2011/5-B).

Il a demandé par ailleurs: i) que les documents de politique générale du PAM ayant une incidence significative sur la programmation lui soient présentés pour approbation, et comportent une estimation des incidences budgétaires ainsi que des renseignements sur les ressources susceptibles d'être mobilisées; et ii) que les politiques en vigueur ayant une incidence significative sur la programmation soient examinées en vue de déterminer lesquelles étaient encore pertinentes, lesquelles devraient changer de catégorie et lesquelles devraient être unifiées ou mises à jour. Les résultats de cet examen lui seraient soumis pour approbation avant la fin de l'année 2012, et seraient accompagnés d'une définition claire des documents de politique générale.

8 juin 2011

2011/EB.A/5 Cadre de contrôle et politique concernant la communication des rapports

Le Conseil a pris note du document intitulé "Cadre de contrôle et politique concernant la communication des rapports" (WFP/EB.A/2011/5-C/1) et a approuvé la "Politique concernant la communication des rapports d'enquête" telle qu'elle figure à l'annexe II de ce document; il a demandé en outre à l'Inspecteur général et à la direction de lui fournir une analyse du concept d'inspection dans le contexte de ce cadre de contrôle et de lui présenter une mise à jour de cette politique en 2012.

Le Conseil a également pris note des observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) (WFP/EB.A/2011/5-C/2 et WFP/EB.A/2011/6(A,B,C,D,E,F,G,H)/2) et du Comité financier de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (WFP/EB.A/2011/5-C/3 et WFP/EB.A/2011/6(A,B,C,D,E,F,G,H)/3).

7 juin 2011

2011/EB.A/6 Point sur les activités du PAM dans le domaine du VIH et du sida

Le Conseil a pris note du document intitulé "Point sur les activités du PAM dans le domaine du VIH et du sida" (WFP/EB.A/2011/5-E).

6 juin 2011

2011/EB.A/7 Le changement climatique et la faim: vers une politique du PAM en matière de changement climatique

Le Conseil a pris note du document intitulé "Le changement climatique et la faim: vers une politique du PAM en matière de changement climatique" (WFP/EB.A/2011/5-F).

7 juin 2011

2011/EB.A/8 Point sur la mise en œuvre de la politique du PAM en matière d'alimentation scolaire

Le Conseil a pris note du document intitulé "Point sur la mise en œuvre de la politique du PAM en matière d'alimentation scolaire" (WFP/EB.A/2011/5-G).

8 juin 2011

RESSOURCES, QUESTIONS FINANCIÈRES ET BUDGÉTAIRES

2011/EB.A/9 Comptes annuels vérifiés de 2010

Le Conseil:

- i) a approuvé les états financiers annuels du PAM pour l'exercice 2010, ainsi que le Rapport du Commissaire aux comptes, conformément à l'article XIV.6 (b) du Statut;
- ii) a pris note de l'imputation au Fonds général d'un montant de 550 884 dollars É.-U. au titre des paiements à titre gracieux, des pertes de numéraire passées en charges et des avances au personnel et aux fournisseurs pour l'exercice 2010; et
- iii) a pris note de ce que les pertes de produits après livraison enregistrées en 2010 avaient été comptabilisées comme charges d'exploitation de l'exercice.

Le Conseil a également pris note des observations du CCQAB (WFP/EB.A/2011/5-C/2 et WFP/EB.A/2011/6(A,B,C,D,E,F,G,H)/2) et du Comité financier de la FAO (WFP/EB.A/2011/5-C/3 et WFP/EB.A/2011/6(A,B,C,D,E,F,G,H)/3).

7 juin 2011

2011/EB.A/10 Examen du cycle du Plan de gestion

Le Conseil d'administration:

1. ayant examiné les documents intitulés "Examen du cadre de financement du PAM: Options proposées" (WFP/EB.A/2010/6-E/1) et "Examen du cycle du Plan de gestion" (WFP/EB.A/2011/6-B/1), a souhaité passer du cycle biennal en vigueur au PAM pour le Plan de gestion et le budget à un plan de gestion triennal à horizon mobile assorti d'un budget annuel, ce plan étant approuvé chaque année;
2. en application des dispositions de l'article XV du Statut du PAM, a recommandé par conséquent à l'Assemblée générale des Nations Unies et à la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), par l'intermédiaire du Conseil

économique et social des Nations Unies et du Conseil de la FAO, de modifier comme suit le paragraphe 6 de l'article XIV du Statut du PAM:

- "6. Le Directeur exécutif soumet les documents suivants au Conseil pour approbation:
- (a) le budget annuel du PAM ~~pour l'exercice biennal~~, et selon que de besoin, des budgets supplémentaires établis dans des circonstances exceptionnelles;
 - (b) les états financiers du PAM pour l'exercice annuel, accompagnés du rapport du Commissaire aux comptes; et
 - (c) d'autres rapports financiers.

Ces documents sont également soumis au Comité financier de la FAO et au CCQAB pour examen et observations. Les rapports de ces deux organes sont soumis au Conseil.";

- 3. a demandé au Secrétariat de transmettre la recommandation figurant au paragraphe 2 de la présente décision, accompagnée du document WFP/EB.A/2011/6-B/1, à l'Assemblée générale des Nations Unies et à la Conférence de la FAO, par l'intermédiaire du Conseil économique et social des Nations Unies et du Conseil de la FAO;
- 4. a décidé, sous réserve que la recommandation formulée au paragraphe 2 de la présente décision soit approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies et la Conférence de la FAO, d'amender le Règlement général et le Règlement financier, comme indiqué à l'annexe II du document WFP/EB.A/2011/6-B/1, et a demandé au Secrétariat de soumettre ces amendements, dès leur entrée en vigueur, au Conseil économique et social des Nations Unies et au Conseil de la FAO, pour information.

Le Conseil a également pris note des observations du CCQAB (WFP/EB.A/2011/5-C/2 et WFP/EB.A/2011/6(A,B,C,D,E,F,G,H)/2) et du Comité financier de la FAO (WFP/EB.A/2011/5-C/3 et WFP/EB.A/2011/6(A,B,C,D,E,F,G,H)/3).

7 juin 2011

2011/EB.A/11 Rapport annuel du Comité d'audit

Le Conseil a pris note du document intitulé "Rapport annuel du Comité d'audit" (WFP/EB.A/2011/6-C/1).

Le Conseil a suggéré en outre que le Groupe de travail mixte chargé d'examiner les travaux du Comité d'audit tienne compte des questions soulevées par le Conseil lors de ses débats et lui rende compte à sa deuxième session ordinaire de 2011 des conclusions et recommandations issues de cet examen.

Le Conseil a également pris note des observations du CCQAB (WFP/EB.A/2011/5-C/2 et WFP/EB.A/2011/6(A,B,C,D,E,F,G,H)/2) et du Comité financier de la FAO (WFP/EB.A/2011/5-C/3 et WFP/EB.A/2011/6(A,B,C,D,E,F,G,H)/3).

7 juin 2011

2011/EB.A/12 Rapport sur l'application des recommandations du Commissaire aux comptes

Le Conseil a pris note du document intitulé "Rapport sur l'application des recommandations du Commissaire aux comptes" (WFP/EB.A/2011/6-D/1 + Corr.1).

Le Conseil a également pris note des observations du CCQAB (WFP/EB.A/2011/5-C/2 et WFP/EB.A/2011/6(A,B,C,D,E,F,G,H)/2) et du Comité financier de la FAO (WFP/EB.A/2011/5-C/3 et WFP/EB.A/2011/6(A,B,C,D,E,F,G,H)/3).

7 juin 2011

2011/EB.A/13 Rapport de l'Inspecteur général

Le Conseil a pris note du document intitulé "Rapport de l'Inspecteur général" (WFP/EB.A/2011/6-E/1).

Le Conseil a également pris note des observations du CCQAB (WFP/EB.A/2011/5-C/2 et WFP/EB.A/2011/6(A,B,C,D,E,F,G,H)/2) et du Comité financier de la FAO (WFP/EB.A/2011/5-C/3 et WFP/EB.A/2011/6(A,B,C,D,E,F,G,H)/3).

7 juin 2011

2011/EB.A/14 Cinquième rapport sur la mise en œuvre du Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2010-2011

Après avoir examiné le document intitulé "Cinquième rapport sur la mise en œuvre du Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2010-2011" (WFP/EB.A/2011/6-G/1), le Conseil a pris note du niveau projeté du programme de travail, soit 12,0 milliards de dollars pour l'exercice biennal 2010-2011, hors provision pour besoins imprévus.

Le Conseil a également pris note des observations du CCQAB (WFP/EB.A/2011/5-C/2 et WFP/EB.A/2011/6(A,B,C,D,E,F,G,H)/2) et du Comité financier de la FAO (WFP/EB.A/2011/5-C/3 et WFP/EB.A/2011/6(A,B,C,D,E,F,G,H)/3).

7 juin 2011

2011/EB.A/15 Point sur l'application des recommandations du Commissaire aux comptes relatives aux opérations du PAM en Somalie

Le Conseil a pris note du document intitulé "Point sur l'application des recommandations du Commissaire aux comptes relatives aux opérations du PAM en Somalie" (WFP/EB.A/2011/6-I).

7 juin 2011

RAPPORTS D'ÉVALUATION

2011/EB.A/16 Rapport annuel sur l'évaluation en 2010 et réponse de la direction

Le Conseil a pris note du document intitulé "Rapport annuel sur l'évaluation en 2010" (WFP/EB.A/2011/7-A) et de la réponse de la direction (WFP/EB.A/2011/7-A/Add.1), et a invité le PAM à donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions soulevées par le Conseil au cours des débats.

6 juin 2011

2011/EB.A/17 Rapport succinct de l'évaluation stratégique du rôle du PAM en matière de protection sociale et de filets de sécurité et réponse de la direction

Le Conseil a pris note du document intitulé "Rapport succinct de l'évaluation stratégique du rôle du PAM en matière de protection sociale et de filets de sécurité" (WFP/EB.A/2011/7-B) et de la réponse de la direction (WFP/EB.A/2011/7-B/Add.1), et a invité le PAM à donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions soulevées par le Conseil au cours des débats.

8 juin 2011

PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

2011/EB.A/18 Projets de programmes de pays—Honduras 200240 (2012–2016)

Le Conseil a pris note du projet de programme de pays Honduras 200240 (2012–2016) (WFP/EB.A/2011/8/1), lequel requiert 27 134 tonnes de produits alimentaires pour un coût total pour le PAM de 21,5 millions de dollars É.-U., et a autorisé le Secrétariat à procéder à la formulation d'un programme de pays, en tenant compte des observations émises par le Conseil.

8 juin 2011

PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION ASIE

2011/EB.A/19 Projets de programmes de pays—Bangladesh 200243 (2012–2016)

Le Conseil: i) a pris note du projet de programme de pays Bangladesh 200243 (2012–2016) (WFP/EB.A/2011/8/5), lequel requiert 403 860 tonnes de produits alimentaires pour un coût de 214,6 millions de dollars É.-U., ainsi qu'un montant de 10,1 millions de dollars pour les transferts monétaires et les bons d'alimentation, pour un coût total pour le PAM de 338,7 millions de dollars; et ii) a autorisé le Secrétariat à procéder à la formulation d'un programme de pays, en tenant compte des observations émises par le Conseil.

8 juin 2011

2011/EB.A/20 Projets de programmes de pays—Indonésie 200245 (2012–2015)

Le Conseil a pris note du projet de programme de pays Indonésie 200245 (2012–2015) (WFP/EB.A/2011/8/8), lequel requiert 16 586 tonnes de produits alimentaires pour un coût de 20,3 millions de dollars É.-U., avec un coût total pour le PAM de 44,6 millions de dollars, et a autorisé le Secrétariat à procéder à la formulation d'un programme de pays, en tenant compte des observations émises par le Conseil.

8 juin 2011

2011/EB.A/21 Projets de programmes de pays—République démocratique populaire lao 200242 (2012–2015)

Le Conseil a pris note du projet de programme de pays République démocratique populaire lao 200242 (2012–2015) (WFP/EB.A/2011/8/4), lequel requiert 37 140 tonnes de produits alimentaires pour un coût de 36,9 millions de dollars É.-U., ainsi qu'un montant de 1,2 million de dollars pour les transferts monétaires et les bons d'alimentation, pour un coût total pour le PAM de 68,9 millions de dollars, et a autorisé le Secrétariat à procéder à la formulation d'un programme de pays, en tenant compte des observations émises par le Conseil.

8 juin 2011

2011/EB.A/22 Programmes de pays—Cambodge 200202 (2011-2016)

Le Conseil a approuvé selon la procédure d'approbation tacite le programme de pays Cambodge 200202 (2011–2016) (WFP/EB.A/2011/9/1), lequel requiert 137 586 tonnes de produits alimentaires pour un coût total pour le PAM de 131,9 millions de dollars É.-U.

9 juin 2011

2011/EB.A/23 Programmes de pays—Timor-Leste 200185 (2011–2013)

Le Conseil a approuvé selon la procédure d'approbation tacite le programme de pays Timor-Leste 200185 (2011-2013) (WFP/EB.A/2011/9/2), lequel requiert 15 622 tonnes de produits alimentaires pour un coût total pour le PAM de 21,4 millions de dollars É.-U.

9 juin 2011

PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION AFRIQUE DE L'OUEST

2011/EB.A/24 Rapport succinct de l'évaluation de l'impact du programme d'alimentation scolaire en Gambie et réponse de la direction

Le Conseil a pris note du document intitulé "Rapport succinct de l'évaluation de l'impact du programme d'alimentation scolaire en Gambie" (WFP/EB.A/2011/7-D) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.A/2011/7-D/Add.1, et a invité le PAM à continuer de donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions soulevées par le Conseil au cours des débats.

8 juin 2011

2011/EB.A/25 Projets de programmes de pays—Mauritanie 200251 (2012–2016)

Le Conseil a pris note du projet de programme de pays Mauritanie 200251 (2012–2016) (WFP/EB.A/2011/8/2), lequel requiert 58 482 tonnes de produits alimentaires pour un coût de 39 millions de dollars É.-U., avec un coût total pour le PAM de 76,4 millions de dollars, et a autorisé le Secrétariat à procéder à la formulation d'un programme de pays, en tenant compte des observations émises par le Conseil.

8 juin 2011

2011/EB.A/26 Projets de programmes de pays—Ghana 200247 (2012–2016)

Le Conseil a pris note du projet de programme de pays Ghana 200247 (2012–2016) (WFP/EB.A/2011/8/3), lequel requiert 52 317 tonnes de produits alimentaires pour un coût total pour le PAM de 44,9 millions de dollars É.-U., et a autorisé le Secrétariat à procéder à la formulation d'un programme de pays, en tenant compte des observations émises par le Conseil.

9 juin 2011

2011/EB.A/27 Projets de programmes de pays—Sénégal 200249 (2012–2016)

Le Conseil a pris note du projet de programme de pays Sénégal 200249 (2012–2016) (WFP/EB.A/2011/8/6), lequel requiert 65 867 tonnes de produits alimentaires pour un coût total pour le PAM de 73,7 millions de dollars É.-U., et a autorisé le Secrétariat à procéder à la formulation d'un programme de pays, en tenant compte des observations émises par le Conseil.

9 juin 2011

2011/EB.A/28 Augmentations budgétaires pour des activités de développement—Programme de pays Mali 105830 (2008–2012)

Le Conseil a approuvé l'augmentation budgétaire d'un montant de 22,4 millions de dollars É.-U. pour le programme de pays Mali 105830 (2008–2012) (WFP/EB.A/2011/10-A).

9 juin 2011

2011/EB.A/29 Interventions prolongées de secours et de redressement—Niger 200051

Le Conseil a approuvé l'intervention prolongée de secours et de redressement Niger 200051 "Sauver des vies, réduire la malnutrition et protéger les moyens de subsistance des populations vulnérables" (WFP/EB.A/2011/10-B/2), qui était proposée.

9 juin 2011

PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION AFRIQUE ORIENTALE ET CENTRALE

2011/EB.A/30 Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités du PAM au Rwanda et réponse de la direction

Le Conseil a pris note du document intitulé "Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités du PAM au Rwanda" (WFP/EB.A/2011/7-E) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.A/2011/7-E/Add.1, et a invité le PAM à continuer de donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions soulevées par le Conseil au cours des débats.

9 juin 2011

2011/EB.A/31 Projets de programmes de pays—Éthiopie 200253 (2012–2015)

Le Conseil a pris note du projet de programme de pays Éthiopie 200253 (2012–2015) (WFP/EB.A/2011/8/7), lequel requiert 319 020 tonnes de produits alimentaires pour un coût de 155 millions de dollars É.-U., avec un coût total pour le PAM de 307 millions de dollars, et a autorisé le Secrétariat à procéder à la formulation d'un programme de pays, en tenant compte des observations émises par le Conseil.

9 juin 2011

2011/EB.A/32 Interventions prolongées de secours et de redressement—Kenya 200174

Le Conseil a approuvé l'intervention prolongée de secours et de redressement Kenya 200174 "Assistance alimentaire aux réfugiés" (WFP/EB.A/2011/10-B/1 + Corr.1), qui était proposée.

9 juin 2011

2011/EB.A/33 Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement—Éthiopie 106650

Le Conseil a approuvé l'augmentation budgétaire de 34,2 millions de dollars É.-U. pour l'intervention prolongée de secours et de redressement Éthiopie 106650 "Réponse aux crises humanitaires et renforcement de la résistance à l'insécurité alimentaire" (WFP/EB.A/2011/10-C).

9 juin 2011

2011/EB.A/34 Programmes de pays—République-Unie de Tanzanie 200200 (2011–2015)

Le Conseil a approuvé selon la procédure d'approbation tacite le programme de pays du PAM pour la République-Unie de Tanzanie 200200 (2011-2015) (WFP/EB.A/2011/9/3), lequel requiert 239 995 tonnes de produits alimentaires pour un coût total pour le PAM de 175 millions de dollars É.-U. Ce document constituait l'annexe 4 du descriptif de programme commun de pays.

9 juin 2011

QUESTIONS DIVERSES

2011/EB.A/35 Rapport sur la visite conjointe sur le terrain des Conseils d'administration du PNUD/FNUAP/UNOPS, de l'UNICEF et du PAM en République des Philippines

Le Conseil a pris note du document intitulé "Rapport sur la visite conjointe sur le terrain des Conseils d'administration du PNUD/FNUAP/UNOPS, de l'UNICEF et du PAM en République des Philippines" (WFP/EB.A/2011/15 + Corr.1), et a invité le PAM à continuer de donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions soulevées par le Conseil au cours des débats.

9 juin 2011

RÉSUMÉ DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2011/EB.A/36 Résumé des travaux de la première session ordinaire de 2011 du Conseil d'administration

Le Conseil a approuvé le document intitulé "Projet de résumé des travaux de la première session ordinaire de 2011 du Conseil d'administration", dont la version finale serait disponible sous la cote WFP/EB.1/2011/16.

9 juin 2011

ORDRE DU JOUR

1. *Adoption de l'ordre du jour (pour approbation)*
2. *Élection de membres du Bureau et désignation du Rapporteur*
3. *Introduction liminaire de la Directrice exécutive*
4. *Rapports annuels*
 - Rapport annuel sur les résultats de 2010 (pour approbation)
5. *Questions de politique générale*
 - a) Point sur la mise en œuvre de la politique du PAM en matière de bons d'alimentation et de transferts monétaires (pour information)
 - b) Élaboration des politiques du PAM (pour approbation)
 - c) Cadre de contrôle et politique en matière de communication des rapports (pour approbation)
 - d) Solutions durables au problème de la faim mises en œuvre par le PAM au profit des populations exposées à l'insécurité alimentaire chronique: état de la stratégie de transfert des responsabilités (pour information) (**supprimé**)
 - e) Point sur les activités du PAM dans le domaine du VIH et du sida (pour information)
 - f) Le changement climatique et la faim: Vers une politique du PAM en matière de changement climatique (pour information)
 - g) Point sur la mise en œuvre de la politique du PAM en matière d'alimentation scolaire (pour information)
6. *Ressources, questions financières et budgétaires*
 - a) Comptes annuels vérifiés de 2010 (pour approbation)
 - b) Examen du cycle du Plan de gestion (pour approbation)
 - c) Rapport annuel du Comité d'audit (pour examen)
 - d) Rapport sur l'application des recommandations du Commissaire aux comptes (pour examen)
 - e) Rapport de l'Inspecteur général (pour examen)
 - f) Analyse de la valeur du système WINGS II (pour information)
 - g) Cinquième rapport sur la mise en œuvre du Plan de gestion du PAM pour l'exercice biennal 2010–2011 (pour information)
 - h) Rapport de la Directrice exécutive sur l'utilisation des contributions et les dérogations (Articles XII.4 et XIII.4 (g) du Règlement général) (pour information)
 - i) Point sur l'application des recommandations du Commissaire aux comptes relatives aux opérations du PAM en Somalie (pour information)
7. *Rapports d'évaluation*
 - a) Rapport annuel sur l'évaluation en 2010 et réponse de la direction (pour examen)
 - b) Rapport succinct de l'évaluation stratégique des programmes de protection sociale et de filets de sécurité et réponse de la direction (pour examen)

- c) Rapport succinct de l'évaluation de l'impact de l'appui apporté par le PAM aux programmes d'alimentation scolaire en Côte d'Ivoire et note de procédure sur la réponse de la direction (pour information)
- d) Rapport succinct de l'évaluation de l'impact des programmes d'alimentation scolaire en Gambie et réponse de la direction (pour examen)
- e) Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités au Rwanda et réponse de la direction (pour examen)
- f) Point sur l'application des recommandations issues des évaluations (pour information)

Questions opérationnelles

8. *Projets de programme de pays (pour examen)*

- Bangladesh 200243
- Éthiopie 200253
- Ghana 200247
- Honduras 200240
- Indonésie 200245
- République démocratique populaire lao 200242
- Mauritanie 200251
- Sénégal 200249

9. *Programmes de pays (pour approbation selon la procédure d'approbation tacite)*

- Cambodge 200202
- Timor-Leste 200185
- République-Unie de Tanzanie 200200

10. *Projets soumis au Conseil d'administration pour approbation*

- a) Augmentations budgétaires pour des activités de développement
 - Programme de pays Mali 105830
- b) Interventions prolongées de secours et de redressement
 - Kenya 200174
 - Niger 200051
- c) Augmentation budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement
 - Éthiopie 106650

11. *Rapports de la Directrice exécutive sur des questions opérationnelles (pour information)*

- a) Projets de développement approuvés par la Directrice exécutive entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2010
 - Région Amérique latine et Caraïbes 200141
 - République démocratique populaire lao 200129
 - Lesotho 200199

- b) Augmentations budgétaires pour des activités de développement approuvées par la Directrice exécutive entre le 1er juillet et le 31 décembre 2010
- c) Interventions prolongées de secours et de redressement approuvées par la Directrice exécutive entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2010
 - Bangladesh 200142
 - Tchad 200059
 - Madagascar 200065
 - Népal 200136
 - Tadjikistan 200122
- d) Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement approuvées par la Directrice exécutive entre le 1er juillet et le 31 décembre 2010
- e) Rapport sur l'utilisation du Compte d'intervention immédiate (1^{er} janvier–31 décembre 2010)

12. *Questions d'organisation et de procédure*

- Programme de travail du Conseil d'administration pour l'exercice biennal 2011-2012 (*pour information*)

13. *Questions d'administration et de gestion*

- a) Rapport sur les pertes après livraison pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2010 (*pour information*)
- b) Mise à jour sur l'achat de produits alimentaires par le PAM (*pour information*)
- c) Rapport statistique du PAM sur la répartition de son personnel international (cadre organique et catégories supérieures) (*pour information*)
- d) Étude sur le recours à des consultants au PAM (*pour information*)
- e) Rapport du PAM sur la sécurité (*pour information*)
- f) Rapports du Corps commun d'inspection intéressant le travail du PAM – Plan d'action (*pour information*)

14. *Résumé des travaux de la première session ordinaire de 2011 du Conseil d'administration* (*pour approbation*)

15. *Questions diverses*

- Rapport sur la visite conjointe sur le terrain des Conseils d'administration du PNUD/FNUAP/UNOPS, de l'UNICEF et du PAM en République des Philippines (*pour information*)

16. *Vérification des décisions et recommandations adoptées*

برنامج
الأغذية
العالمي

Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 14–17 novembre 2011

VÉRIFICATION DES DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS ADOPTÉES

Point 15 de l'ordre du
jour



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2011/15
17 novembre 2011
ORIGINAL: ANGLAIS

SECTION III

Bureau du Conseil d'administration

Président: **S.E. James Alexander Harvey**
(Royaume-Uni)

Suppléante: **Mme Harriet Spanos**
(États-Unis d'Amérique)

Membre: **M. Shobhan Pattanayak**
(Inde)

Membre: **Mme Fatma Saber**
(Égypte)

Suppléante: **S.E. Mme Josephine W. Gaita**
(Kenya)

Membre: **S.E. M. Juan Manuel Prieto**
(Colombie)

Membre: **M. Arsen Vartanyan**
(Fédération de Russie)

Suppléant: **M. Jíří Muchka**
(République tchèque)

Rapporteur: **M. Jíří Muchka**
(République tchèque)

Président: **S.E. James Alexander Harvey**
(Royaume-Uni)

DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS DE LA DEUXIÈME SESSION ORDINAIRE DE 2011 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Adoption de l'ordre du jour	56
Désignation du Rapporteur	56
QUESTIONS STRATÉGIQUES ACTUELLES ET FUTURES	
2011/EB.2/1 Introduction liminaire de la Directrice exécutive	56
QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE	
2011/EB.2/2 Politique du PAM en matière de réduction et de gestion des risques de catastrophe	56
2011/EB.2/3 Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020	57
RESSOURCES, QUESTIONS FINANCIÈRES ET BUDGÉTAIRES	
2011/EB.2/4 Plan de gestion du PAM (2012–2014)	57
2011/EB.2/5 Projet de mandat du Comité d'audit du Programme alimentaire mondial	58
2011/EB.2/6 Rapport du Commissaire aux comptes sur la passation de marchés de services de transport terrestre, d'entreposage et de manutention et réponse de la direction du PAM	59
2011/EB.2/7 Rapport du Commissaire aux comptes sur la gestion des projets et réponse de la direction du PAM	59
2011/EB.2/8 L'efficience au PAM	59
RAPPORTS D'ÉVALUATION	
2011/EB.2/9 Rapport succinct de l'évaluation stratégique à mi-parcours de l'initiative Achats au service du progrès du PAM (2008–2013) et réponse de la direction	59
2011/EB.2/10 Rapport succinct de l'évaluation stratégique à mi-parcours de l'aide à l'agriculture et à la commercialisation des produits agricoles apportée par le PAM en Ouganda et réponse de la direction	60
PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION MOYEN-ORIENT, AFRIQUE DU NORD, EUROPE ORIENTALE ET ASIE CENTRALE	
2011/EB.2/11 Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités du PAM au Yémen et réponse de la direction	60
2011/EB.2/12 Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement—Yémen 200038	60
2011/EB.2/13 Augmentations budgétaires pour des activités de développement—Programme de pays Égypte 104500 (2007–2011)	60
PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION ASIE	
2011/EB.2/14 Rapport succinct de l'évaluation de l'impact du programme d'alimentation scolaire au Bangladesh et réponse de la direction	61
2011/EB.2/15 Programmes de pays—Bangladesh 200243 (2012–2016)	61
2011/EB.2/16 Programmes de pays—Indonésie 200245 (2012–2015)	61

		Page
2011/EB.2/17	Programmes de pays—République démocratique populaire lao 200242 (2012–2015)	61
2011/EB.2/18	Rapport sur la visite sur le terrain du Conseil d'administration du PAM au Bangladesh	61
PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION AFRIQUE DE L'OUEST		
2011/EB.2/19	Rapport succinct de l'évaluation de l'opération d'urgence Niger 200170 et réponse de la direction	62
2011/EB.2/20	Programmes de pays—Ghana 200247 (2012–2016)	62
2011/EB.2/21	Programmes de pays—Mauritanie 200251 (2012–2016)	62
2011/EB.2/22	Programmes de pays—Sénégal 200249 (2012–2016)	62
2011/EB.2/23	Projets de programmes de pays—République centrafricaine 200331 (2012-2016)	62
2011/EB.2/24	Projets de développement—Tchad 200288	63
2011/EB.2/25	Interventions prolongées de secours et de redressement—Tchad 200289	63
2011/EB.2/26	Augmentations budgétaires pour des activités de développement—Projet de développement Libéria 107330	63
PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES		
2011/EB.2/27	Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités du PAM en Haïti et réponse de la direction	63
2011/EB.2/28	Programmes de pays—Honduras 200240 (2012–2016)	63
2011/EB.2/29	Projets de développement—Haïti 200150	64
2011/EB.2/30	Interventions prolongées de secours et de redressement—Colombie 200148	64
PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION AFRIQUE ORIENTALE ET CENTRALE		
2011/EB.2/31	Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités au Kenya et réponse de la direction	64
2011/EB.2/32	Programmes de pays—Éthiopie 200253 (2012–2015)	64
2011/EB.2/33	Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement—Kenya 106660	64
2011/EB.2/34	Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement—Kenya 200174	65
2011/EB.2/35	Interventions prolongées de secours et de redressement—Éthiopie 200290	65
2011/EB.2/36	Interventions prolongées de secours et de redressement—République-Unie de Tanzanie 200325	65
PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION AFRIQUE AUSTRALE		
2011/EB.2/37	Projets de programmes de pays—Malawi 200287 (2012–2016)	65
2011/EB.2/38	Projets de programmes de pays—Mozambique 200286 (2012–2015)	65
2011/EB.2/39	Augmentations budgétaires pour des activités de développement—Programme de pays Madagascar 103400	66

	Page
QUESTIONS D'ORGANISATION ET DE PROCÉDURE	
2011/EB.2/40 Programme de travail du Conseil d'administration pour l'exercice biennal 2012–2013	66
RÉSUMÉ DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	
2011/EB.2/41 Résumé des travaux de la session annuelle de 2011 du Conseil d'administration	66
Annexe I Ordre du jour	67

DÉCISIONS ET RECOMMANDATIONS

Adoption de l'ordre du jour

Le Conseil a adopté l'ordre du jour.

14 novembre 2011

Désignation du Rapporteur

En application de l'article XII de son Règlement intérieur, le Conseil a nommé M. Jiří Muchka (République tchèque, Liste E) Rapporteur de la deuxième session ordinaire de 2011.

14 novembre 2011

Les décisions et recommandations figurant dans le présent rapport seront mises en œuvre par le Secrétariat à la lumière des délibérations du Conseil, dont les principales observations seront consignées dans le résumé des travaux de la session.

QUESTIONS STRATÉGIQUES ACTUELLES ET FUTURES

2011/EB.2/1

Introduction liminaire de la Directrice exécutive

Le Conseil a pris note de l'exposé de la Directrice exécutive. Les points principaux de cet exposé, ainsi que les observations du Conseil, figureront dans le résumé des travaux de la session. Le Conseil a également pris note de l'allocution présentée au nom du Président de la République italienne, M. Giorgio Napolitano, et de la déclaration faite par le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, M. António Guterres.

14 novembre 2011

QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

2011/EB.2/2

Politique du PAM en matière de réduction et de gestion des risques de catastrophe

Le Conseil a approuvé le document intitulé "Politique du PAM en matière de réduction et de gestion des risques de catastrophe: Renforcer la sécurité alimentaire et la capacité de résistance" (WFP/EB.2/2011/4-A), réaffirmant la volonté du PAM de protéger les vies et les moyens de subsistance des ménages les plus exposés à l'insécurité alimentaire et de prévenir la faim et la malnutrition. Le Conseil attend avec intérêt l'élaboration d'un plan d'action pour la mise en œuvre de la politique.

14 novembre 2011

Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020

Le Conseil,

- i) s'est félicité de l'approbation de la Déclaration d'Istanbul (A/CONF.219/L.1) et du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 (A/CONF.219/3/Rev.1), ci-après dénommé le Programme d'action d'Istanbul, par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 65/280 du 17 juin 2011;
- ii) a rappelé les caractéristiques fondamentales des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies telles que précisées dans la résolution 62/208 adoptée par l'Assemblée générale le 19 décembre 2007;
- iii) a noté le ferme soutien apporté par le PAM aux pays les moins avancés;
- iv) a souligné la nécessité pour le PAM d'accorder une attention particulière à la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul dans son soutien aux pays les moins avancés, conformément à son mandat;
- v) a invité la Directrice exécutive à intégrer, en étroite collaboration avec le Président du Groupe des Nations Unies pour le développement, la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul dans les activités du PAM, comme demandé au paragraphe 153 du Programme d'action d'Istanbul et au paragraphe 2 de la résolution 65/280 de l'Assemblée générale, et d'en rendre compte dans son Rapport annuel au Conseil économique et social des Nations Unies et au Conseil de la FAO.

14 novembre 2011

RESSOURCES, QUESTIONS FINANCIÈRES ET BUDGÉTAIRES

Plan de gestion du PAM (2012–2014)

Ayant examiné le Plan de gestion du PAM pour 2012–2014 tel que présenté par la Directrice exécutive dans le document WFP/EB.2/2011/5-A/1, le Conseil:

- i) **a approuvé**, comme l'y autorise l'article 2.1 du Règlement financier, une dérogation à l'article 9.2 dudit Règlement financier, aux termes duquel le projet de Plan de gestion doit être transmis aux membres du Conseil au moins 60 jours avant la session;
- ii) **a pris note** du montant projeté des besoins opérationnels pour 2012, soit 4,82 milliards de dollars É.-U., qui ne comprend pas de provision pour urgences imprévues mais englobe les coûts d'appui directs, comme décrit au chapitre III;
- iii) **a pris note** du fait que le projet de budget administratif et d'appui aux programmes (AAP) pour 2012 se fonde sur l'hypothèse d'un niveau de financement de 3,75 milliards de dollars en 2012;

iv) **a approuvé** pour 2012 un budget AAP d'un montant de 249,1 millions de dollars aux fins suivantes:

Appui aux programmes: bureaux régionaux et bureaux de pays	74,7 millions de dollars
Appui aux programmes: Siège	68,7 millions de dollars
Gestion et administration	105,7 millions de dollars
Total	249,1 millions de dollars

v) **a approuvé** l'inscription au budget AAP de crédits supplémentaires exceptionnels d'un montant de 22,2 millions de dollars, comme décrit au chapitre IV;

vi) **a approuvé** l'affectation d'un montant maximum de 10,0 millions de dollars, prélevé sur le Fonds général, au Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies et au Fonds d'urgence pour la sécurité du PAM;

vii) **a autorisé** la Directrice exécutive à utiliser un montant maximum de 10,0 millions de dollars, prélevé sur le Compte spécial d'auto-assurance, pour le versement d'indemnités de licenciement conformément aux dispositions du Statut du personnel et aux règles établies par la Commission de la fonction publique internationale;

viii) **a approuvé** l'utilisation d'un montant maximum de 900 000 dollars, prélevé sur le Fonds général, pour achever la mise en place du système de gestion de la trésorerie;

ix) **a approuvé** un taux de recouvrement des coûts d'appui indirects de 7,0 pour cent pour l'année 2012;

x) **a autorisé** la Directrice exécutive à ajuster la composante AAP du budget en cas de variation de plus de 10 pour cent du volume des besoins par rapport au niveau indiqué au chapitre III.

Le Conseil a également pris note des observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) (WFP/EB.2/2011/5(A,B,C,D,E,F)/2) et du Comité financier de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (WFP/EB.2/2011/5(A,B,D,E)/3).

15 novembre 2011

2011/EB.2/5

Projet de mandat du Comité d'audit du Programme alimentaire mondial

Le Conseil a approuvé le document intitulé "Projet de mandat du Comité d'audit du Programme alimentaire mondial" (WFP/EB.2/2011/5-B/1/Rev.1).

Le Conseil a également pris note des observations du CCQAB (WFP/EB.2/2011/5(A,B,C,D,E,F)/2) et du Comité financier de la FAO (WFP/EB.2/2011/5(A,B,D,E)/3).

15 novembre 2011

2011/EB.2/6

Rapport du Commissaire aux comptes sur la passation de marchés de services de transport terrestre, d'entreposage et de manutention et réponse de la direction du PAM

Le Conseil a pris note du "Rapport du Commissaire aux comptes sur la passation de marchés de services de transport terrestre, d'entreposage et de manutention" (WFP/EB.2/2011/5-C/1) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.2/2011/5-C/1/Add.1, et a invité le PAM à continuer de donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions soulevées par le Conseil au cours de ses débats.

Le Conseil a également pris note des observations du CCQAB (WFP/EB.2/2011/5(A,B,C,D,E,F)/2) et du Comité financier de la FAO (WFP/EB.2/2011/5(A,B,D,E)/3).

15 novembre 2011

2011/EB.2/7

Rapport du Commissaire aux comptes sur la gestion des projets et réponse de la direction du PAM

Le Conseil a pris note du "Rapport du Commissaire aux comptes sur la gestion des projets" (WFP/EB.2/2011/5-D/1) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.2/2011/5-D/1/Add.1, et a invité le PAM à continuer de donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions soulevées par le Conseil au cours de ses débats.

Le Conseil a également pris note des observations du CCQAB (WFP/EB.2/2011/5(A,B,C,D,E,F)/2) et du Comité financier de la FAO (WFP/EB.2/2011/5(A,B,D,E)/3).

15 novembre 2011

2011/EB.2/8

L'efficience au PAM

Le Conseil a pris note du document intitulé "L'efficience au PAM" (WFP/EB.2/2011/5-E/1) et a prié le Secrétariat de rendre compte de manière plus détaillée de l'efficience dans le Rapport annuel sur les résultats.

Le Conseil a également pris note des observations du CCQAB (WFP/EB.2/2011/5(A,B,C,D,E,F)/2) et du Comité financier de la FAO (WFP/EB.2/2011/5(A,B,D,E)/3).

15 novembre 2011

RAPPORTS D'ÉVALUATION

2011/EB.2/9

Rapport succinct de l'évaluation stratégique à mi-parcours de l'initiative Achats au service du progrès du PAM (2008–2013) et réponse de la direction

Le Conseil a pris note du document intitulé "Rapport succinct de l'évaluation stratégique à mi-parcours de l'initiative Achats au service du progrès du PAM (2008–2013)" (WFP/EB.2/2011/6-B + Corr.1) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.2/2011/6-B/Add.1/Rev.1 + Corr.1, et a invité le PAM à continuer de donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions soulevées par le Conseil au cours des débats.

16 novembre 2011

2011/EB.2/10 Rapport succinct de l'évaluation stratégique à mi-parcours de l'aide à l'agriculture et à la commercialisation des produits agricoles apportée par le PAM en Ouganda et réponse de la direction

Le Conseil a pris note du document intitulé "Rapport succinct de l'évaluation stratégique à mi-parcours de l'aide à l'agriculture et à la commercialisation des produits agricoles apportée par le PAM en Ouganda" (WFP/EB.2/2011/6-A) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.2/2011/6-A/Add.1, et a invité le PAM à continuer de donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions soulevées par le Conseil au cours des débats.

16 novembre 2011

PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION MOYEN-ORIENT, AFRIQUE DU NORD, EUROPE ORIENTALE ET ASIE CENTRALE

2011/EB.2/11 Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités du PAM au Yémen et réponse de la direction

Le Conseil a pris note du document intitulé "Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités du PAM au Yémen" (WFP/EB.2/2011/6-E) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.2/2011/6-E/Add.1, et a invité le PAM à continuer de donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions soulevées par le Conseil au cours des débats.

15 novembre 2011

2011/EB.2/12 Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement—Yémen 200038

Le Conseil a approuvé la proposition d'augmentation budgétaire de 32,6 millions de dollars au titre de l'intervention prolongée de secours et de redressement Yémen 200038 "Appui d'urgence à la population vulnérable en matière de sécurité alimentaire et de nutrition" (WFP/EB.2/2011/9-D/1).

15 novembre 2011

2011/EB.2/13 Augmentations budgétaires pour des activités de développement—Programme de pays Égypte 104500 (2007–2011)

Le Conseil a approuvé l'augmentation budgétaire de 26,2 millions de dollars pour le programme de pays Égypte 104500 (2007–2011) (WFP/EB.2/2011/9-B/1) ainsi que la prolongation du programme pour une période d'un an, de janvier à décembre 2012.

15 novembre 2011

PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION ASIE

2011/EB.2/14 Rapport succinct de l'évaluation de l'impact du programme d'alimentation scolaire au Bangladesh et réponse de la direction

Le Conseil a pris note du document intitulé "Rapport succinct de l'évaluation de l'impact du programme d'alimentation scolaire au Bangladesh" (WFP/EB.2/2011/6-F + Corr.1) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.2/2011/6-F/Add.1, et a invité le PAM à continuer de donner suite à ces recommandations, en tenant compte des questions soulevées par le Conseil au cours des débats.

16 novembre 2011

2011/EB.2/15 Programmes de pays—Bangladesh 200243 (2012–2016)

Le Conseil a approuvé selon la procédure d'approbation tacite le programme de pays pour le Bangladesh 200243 (2012-2016) (WFP/EB.2/2011/8/1), lequel requiert 403 860 tonnes de produits alimentaires représentant un montant de 214,6 millions de dollars, ainsi qu'un montant de 10,1 millions de dollars pour des activités de transferts monétaires et de bons, pour un coût total pour le PAM de 338,7 millions de dollars.

16 novembre 2011

2011/EB.2/16 Programmes de pays—Indonésie 200245 (2012–2015)

Le Conseil a approuvé selon la procédure d'approbation tacite le programme de pays pour l'Indonésie 200245 (2012–2015) (WFP/EB.2/2011/8/5), lequel requiert 16 586 tonnes de produits alimentaires représentant un montant de 20,3 millions de dollars, pour un coût total pour le PAM de 44,6 millions de dollars.

16 novembre 2011

2011/EB.2/17 Programmes de pays—République démocratique populaire lao 200242 (2012–2015)

Le Conseil a approuvé selon la procédure d'approbation tacite le programme de pays pour la République démocratique populaire lao 200242 (2012–2015) (WFP/EB.2/2011/8/6), lequel requiert 37 140 tonnes de produits alimentaires représentant un montant de 36,9 millions de dollars, ainsi qu'un montant de 1,2 million de dollars pour des activités de transferts monétaires et de bons, pour un coût total pour le PAM de 68,9 millions de dollars.

16 novembre 2011

2011/EB.2/18 Rapport sur la visite sur le terrain du Conseil d'administration du PAM au Bangladesh

Le Conseil a pris note du document intitulé "Rapport sur la visite sur le terrain du Conseil d'administration du PAM au Bangladesh" (WFP/EB.2/2011/14).

16 novembre 2011

PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION AFRIQUE DE L'OUEST

2011/EB.2/19 Rapport succinct de l'évaluation de l'opération d'urgence Niger 200170 et réponse de la direction

Le Conseil a pris note du document intitulé "Rapport succinct de l'évaluation de l'opération d'urgence Niger 200170" (WFP/EB.2/2011/6-G) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.2/2011/6-G/Add.1, et a invité le PAM à continuer de donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions soulevées par le Conseil au cours des débats.

16 novembre 2011

2011/EB.2/20 Programmes de pays—Ghana 200247 (2012–2016)

Le Conseil a approuvé selon la procédure d'approbation tacite le programme de pays pour le Ghana 200247 (2012-2016) (WFP/EB.2/2011/8/3), lequel requiert 52 317 tonnes de produits alimentaires pour un coût total pour le PAM de 44,9 millions de dollars.

16 novembre 2011

2011/EB.2/21 Programmes de pays—Mauritanie 200251 (2012–2016)

Le Conseil a approuvé selon la procédure d'approbation tacite le programme de pays pour la Mauritanie 200251 (2012–2016) (WFP/EB.2/2011/8/7), lequel requiert 58 482 tonnes de produits alimentaires représentant un montant de 39 millions de dollars, pour un coût total pour le PAM de 76,4 millions de dollars.

16 novembre 2011

2011/EB.2/22 Programmes de pays—Sénégal 200249 (2012–2016)

Le Conseil a approuvé selon la procédure d'approbation tacite le programme de pays pour le Sénégal 200249 (2012–2016) (WFP/EB.2/2011/8/8), lequel requiert 65 867 tonnes de produits alimentaires pour un coût total pour le PAM de 73,7 millions de dollars.

16 novembre 2011

2011/EB.2/23 Projets de programmes de pays—République centrafricaine 200331 (2012-2016)

Le Conseil a pris note du projet de programme de pays République centrafricaine 200331 (2012–2016) (WFP/EB.2/2011/7/3), lequel requiert 13 254 tonnes de produits alimentaires pour un coût total pour le PAM de 23,4 millions de dollars, et a autorisé le Secrétariat à procéder à la formulation d'un programme de pays, en tenant compte des observations émises par le Conseil.

16 novembre 2011

2011/EB.2/24 Projets de développement—Tchad 200288

Le Conseil a approuvé le projet de développement Tchad 200288 "Appui à l'enseignement primaire et à la scolarisation des filles" (WFP/EB.2/2011/9-A/2), qui était proposé.

16 novembre 2011

2011/EB.2/25 Interventions prolongées de secours et de redressement—Tchad 200289

Le Conseil a approuvé l'intervention prolongée de secours et de redressement Tchad 200289 "Assistance alimentaire ciblée en faveur des réfugiés et des personnes vulnérables touchées par la malnutrition et les crises alimentaires récurrentes" (WFP/EB.2/2011/9-C/1), qui était proposée.

16 novembre 2011

2011/EB.2/26 Augmentations budgétaires pour des activités de développement—Projet de développement Libéria 107330

Le Conseil a approuvé l'augmentation budgétaire de 17,4 millions de dollars pour le projet de développement Libéria 107330 "Appui à l'éducation" (WFP/EB.2/2011/9-B/3) ainsi que la prolongation de ce projet pour une période de 13 mois, du 1^{er} décembre 2011 au 31 décembre 2012.

16 novembre 2011

PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

2011/EB.2/27 Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités du PAM en Haïti et réponse de la direction

Le Conseil a pris note du document intitulé "Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités du PAM en Haïti" (WFP/EB.2/2011/6-C) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.2/2011/6-C/Add.1, et a invité le PAM à continuer de donner suite aux recommandations qui y figurent, en tenant compte des questions soulevées par le Conseil au cours des débats.

16 novembre 2011

2011/EB.2/28 Programmes de pays—Honduras 200240 (2012–2016)

Le Conseil a approuvé selon la procédure d'approbation tacite le programme de pays pour le Honduras 200240 (2012–2016) (WFP/EB.2/2011/8/4), lequel requiert 27 134 tonnes de produits alimentaires pour un coût total pour le PAM de 25,8 millions de dollars.

16 novembre 2011

2011/EB.2/29 Projets de développement—Haïti 200150

Le Conseil a approuvé le projet de développement Haïti 200150 "Appui au programme national de cantines scolaires" (WFP/EB.2/2011/9-A/1), qui était proposé.

16 novembre 2011

2011/EB.2/30 Interventions prolongées de secours et de redressement—Colombie 200148

Le Conseil a approuvé l'intervention prolongée de secours et de redressement Colombie 200148 "Approche intégrée de lutte contre l'insécurité alimentaire des ménages très vulnérables déplacés et victimes de la violence" (WFP/EB.2/2011/9-C/4), qui était proposée.

16 novembre 2011

PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION AFRIQUE ORIENTALE ET CENTRALE

2011/EB.2/31 Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités au Kenya et réponse de la direction

Le Conseil a pris note du "Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités au Kenya" (WFP/EB.2/2011/6-D) et de la réponse de la direction publiée sous la cote WFP/EB.2/2011/6-D/Add.1, et a invité le PAM à continuer de donner suite à ces recommandations, en tenant compte des questions soulevées par le Conseil au cours des débats.

17 novembre 2011

2011/EB.2/32 Programmes de pays—Éthiopie 200253 (2012–2015)

Le Conseil a approuvé selon la procédure d'approbation tacite le programme de pays pour l'Éthiopie 200253 (2012–2015) (WFP/EB.2/2011/8/2), lequel requiert 319 020 tonnes de produits alimentaires représentant un montant de 155 millions de dollars É.-U., pour un coût total pour le PAM de 306,6 millions de dollars.

17 novembre 2011

2011/EB.2/33 Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement—Kenya 106660

Le Conseil a approuvé l'augmentation budgétaire de 108,8 millions de dollars pour l'intervention prolongée de secours et de redressement 106660 "Protection et reconstitution des moyens de subsistance pour les zones arides et semi-arides" (WFP/EB.2/2011/9-D/3).

17 novembre 2011

2011/EB.2/34 Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement—Kenya 200174

Le Conseil a approuvé l'augmentation budgétaire d'un montant de 70,5 millions de dollars pour l'intervention prolongée de secours et de redressement Kenya 200174 "Assistance alimentaire aux réfugiés" (WFP/EB.2/2011/9-D/2).

17 novembre 2011

2011/EB.2/35 Interventions prolongées de secours et de redressement—Éthiopie 200290

Le Conseil a approuvé l'intervention prolongée de secours et de redressement Éthiopie 200290 "Réponse aux crises humanitaires et renforcement de la résistance à l'insécurité alimentaire" (WFP/EB.2/2011/9-C/2), qui était proposée.

17 novembre 2011

2011/EB.2/36 Interventions prolongées de secours et de redressement—République-Unie de Tanzanie 200325

Le Conseil a approuvé l'intervention prolongée de secours et de redressement République-Unie de Tanzanie 200325 "Assistance alimentaire aux réfugiés dans le nord-ouest" (WFP/EB.2/2011/9-C/3), qui était proposée.

17 novembre 2011

PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS DANS LA RÉGION AFRIQUE AUSTRALE

2011/EB.2/37 Projets de programmes de pays—Malawi 200287 (2012–2016)

Le Conseil a pris note du projet de programme de pays Malawi 200287 (2012–2016) (WFP/EB.2/2011/7/1), lequel requiert 122 948 tonnes de produits alimentaires représentant un montant de 58,6 millions de dollars, pour un coût total pour le PAM de 109,9 millions de dollars, et il a autorisé le Secrétariat à procéder à la formulation d'un programme de pays, en tenant compte des observations émises par le Conseil.

17 novembre 2011

2011/EB.2/38 Projets de programmes de pays—Mozambique 200286 (2012–2015)

Le Conseil a pris note du projet de programme de pays pour le Mozambique 200286 (2012–2015) (WFP/EB.2/2011/7/2), lequel requiert 78 241 tonnes de produits alimentaires pour un coût de 41,6 millions de dollars, ainsi qu'un montant de 6,7 millions de dollars pour les transferts monétaires et les bons, pour un coût total pour le PAM de 105,4 millions de dollars, et a autorisé le Secrétariat à procéder à la formulation d'un programme de pays, en tenant compte des observations émises par le Conseil.

17 novembre 2011

**2011/EB.2/39 Augmentations budgétaires pour des activités de développement—
Programme de pays Madagascar 103400**

Le Conseil a approuvé l'augmentation budgétaire de 33,8 millions de dollars pour le programme de pays Madagascar 103400 (WFP/EB.2/2011/9-B/2) aux fins de la prolongation du programme pour une période de deux ans, du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2013.

17 novembre 2011

QUESTIONS D'ORGANISATION ET DE PROCÉDURE

**2011/EB.2/40 Programme de travail du Conseil d'administration pour l'exercice biennal
2012–2013**

Le Conseil a approuvé le document intitulé "Programme de travail du Conseil d'administration pour l'exercice biennal 2012–2013" (WFP/EB.2/2011/11) tel que proposé par le Bureau et le Secrétariat.

15 novembre 2011

RÉSUMÉ DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**2011/EB.2/41 Résumé des travaux de la session annuelle de 2011 du Conseil
d'administration**

Le Conseil a approuvé le document intitulé "Projet de résumé des travaux de la session annuelle de 2011 du Conseil d'administration", dont la version finale serait disponible sous la cote WFP/EB.A/2011/17.

17 novembre 2011

ORDRE DU JOUR

1. ***Adoption de l'ordre du jour (pour approbation)***
2. ***Désignation du Rapporteur***
3. ***Introduction liminaire de la Directrice exécutive***
4. ***Questions de politique générale***
 - a) Politique du PAM en matière de réduction et de gestion des risques de catastrophe *(pour approbation)*
 - b) Recueil des politiques du PAM relatives au Plan stratégique *(pour information)*
 - c) Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 *(pour approbation)*
5. ***Ressources, questions financières et budgétaires***
 - a) Plan de gestion du PAM (2012-2014) *(pour approbation)*
 - b) Projet de mandat du Comité d'audit du Programme alimentaire mondial *(pour approbation)*
 - c) Rapport du Commissaire aux comptes sur la passation des marchés de services de transport terrestre, d'entrepôt et de manutention, et réponse de la direction *(pour examen)*
 - d) Rapport du Commissaire aux comptes sur la gestion des projets et réponse de la direction *(pour examen)*
 - e) L'efficience au PAM *(pour examen)*
 - f) Plan de travail du Commissaire aux comptes pour la période allant de juillet 2011 à juin 2012 *(pour information)*
6. ***Rapports d'évaluation (pour examen)***
 - a) Rapport succinct de l'évaluation stratégique à mi-parcours de l'aide à l'agriculture et à la commercialisation des produits agricoles apportée par le PAM en Ouganda, et réponse de la direction
 - b) Rapport succinct de l'évaluation stratégique à mi-parcours de l'initiative Achats au service du progrès du PAM (2008–2013) et réponse de la direction
 - c) Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités en Haïti et réponse de la direction
 - d) Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités au Kenya et réponse de la direction
 - e) Rapport succinct de l'évaluation du portefeuille d'activités au Yémen et réponse de la direction
 - f) Rapport succinct de l'évaluation de l'impact du programme d'alimentation scolaire au Bangladesh et réponse de la direction
 - g) Rapport succinct de l'évaluation de l'opération d'urgence Niger 200170 et réponse de la direction

Questions opérationnelles

7. ***Projets de programmes de pays (pour examen)***
 - Malawi 200287 (2012–2016)
 - Mozambique 200286 (2012–2015)
 - République centrafricaine 200331 (2012–2016)
8. ***Programmes de pays (pour approbation selon la procédure d'approbation tacite)***
 - Bangladesh 200243 (2012–2016)
 - Éthiopie 200253 (2012–2015)
 - Ghana 200247 (2012–2016)
 - Honduras 200240 (2012–2016)
 - Indonésie 200245 (2012–2015)
 - République démocratique populaire lao 200242 (2012–2015)
 - Mauritanie 200251 (2012–2016)
 - Sénégal 200249 (2012–2016)
9. ***Projets soumis au Conseil d'administration pour approbation***
 - a) Projets de développement
 - Tchad 200288
 - Haïti 200150
 - b) Augmentations budgétaires pour des activités de développement
 - Programme de pays Égypte 104500
 - Projet de développement Libéria 107330
 - Programme de pays Madagascar 103400
 - c) Interventions prolongées de secours et de redressement
 - Tchad 200289
 - Colombie 200148
 - Éthiopie 200290
 - République-Unie de Tanzanie 200325
 - d) Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement
 - Yémen 200038
 - Kenya 106660
 - Kenya 200174
10. ***Rapports de la Directrice exécutive sur des questions opérationnelles (1^{er} janvier-30 juin 2011) (pour information)***
 - a) Interventions prolongées de secours et de redressement approuvées par la Directrice exécutive
 - Burundi 200164

- Cameroun 200053
- Amérique centrale 200043
- République du Congo 200147
- b) Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement approuvées par la Directrice exécutive
- c) Opérations d'urgence approuvées par la Directrice exécutive ou par la Directrice exécutive et le Directeur général de la FAO
- 11. ***Questions d'organisation et de procédure***
 - Programme de travail du Conseil d'administration pour l'exercice biennal 2012-2013 (*pour approbation*)
- 12. ***Questions d'administration et de gestion***
 - a) Point sur la collaboration entre les institutions ayant leur siège à Rome (*pour information*)
 - b) Stratégie conjointe de la FAO et du PAM en matière de systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (*pour information*)
- 13. ***Résumé des travaux de la session annuelle de 2011 du Conseil d'administration***
(*pour approbation*)
- 14. ***Questions diverses***
 - Rapport sur la visite sur le terrain du Conseil d'administration du PAM au Bangladesh (*pour information*)
- 15. ***Vérification des décisions et recommandations adoptées***